

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°1 / MARS 2010
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



Eau
Une ressource surexploitée
et mal répartie

Moldavie: reportage au pays
des Gagaouzes

Que se passe-t-il après le retrait
d'une agence de coopération ?

DOSSIER



EAU

Une ressource très sollicitée et inégalement répartie

Un nombre croissant d'êtres humains se partagent une quantité d'eau qui reste constante sur la planète

6

«Nous travaillons main dans la main»

Forte d'un important savoir-faire dans ce secteur, la Suisse plaide au niveau international pour la préservation de l'eau

10

Une grande soif d'eau virtuelle

Dans le cadre d'un projet pilote en Colombie, six entreprises suisses s'efforcent d'économiser l'eau à tous les stades de la production

12

La démocratie de l'irrigation

Dans la vallée de Fergana, en Asie centrale, un projet suisse vise à assurer un partage efficace et équitable de l'eau

14

Beaucoup de massacres, peu de condamnés

Bilan intermédiaire du Tribunal pénal international qui juge les responsables du génocide au Rwanda

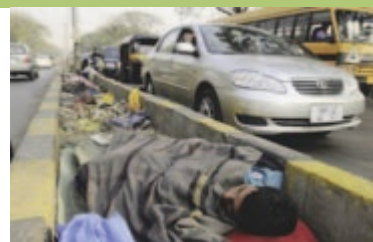
22

Rajeunir et féminiser la recherche

Avec l'aide de la Suisse, les pays des Balkans occidentaux adaptent leurs structures universitaires aux besoins actuels

24

FORUM



Quand le donateur plie bagage

La coopération suisse réduit le nombre de ses pays prioritaires. Que se passe-t-il après son départ ?

26

La paix passe par la coopération

Ekrem Çitaku, dentiste et journaliste à Pristina, évoque le rôle des médias dans la construction de la paix

29

HORIZONS



«On s'endort dans un pays et on se réveille dans un autre»

La Moldavie reconnaît officiellement 28 minorités, une mosaïque qui ne facilite pas la quête d'identité de cette jeune nation

16

Enfin, les Moldaves protestent

Denis Cenusa évoque le fossé entre les gouvernants et les citoyens dans sa patrie

20

CULTURE



Le retour des Tatars

De nombreux Tatars de Crimée, jadis déportés, rentrent au pays. Leur réintégration met à rude épreuve cette république autonome.

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la gestion du savoir ?	25
Service	33
Impressum	35

DDC

Vers une plus grande cohérence des politiques

Le directeur de la DDC Martin Dahinden commente le dernier rapport de l'OCDE sur la coopération suisse au développement

21

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

De l'eau pour tous, à condition de mieux la gérer

Plus de 70% de la surface terrestre est recouverte d'eau. Les réserves avoisinent 1,386 milliard de kilomètres cubes. Mais l'eau douce représente seulement 3,5% du total et on ne peut en consommer qu'une petite partie. Malgré tout, les scientifiques sont convaincus que la planète dispose d'assez d'eau pour tous ses habitants. À condition de la gérer avec soin.

Or cette ressource vitale est surexploitée, notamment par l'agriculture qui doit nourrir une population mondiale en hausse constante. Les prélèvements excessifs provoquent dans bien des régions des pénuries d'eau, lesquelles sont encore accentuées par les changements climatiques : 43 pays souffrent déjà de «stress hydrique», c'est-à-dire que la demande d'eau y est supérieure à la quantité disponible. De plus, quelque 900 millions d'êtres humains sur la planète n'ont toujours pas accès à de l'eau potable. Ils sont obligés de consommer l'eau souillée d'étangs, de rivières ou de puits non protégés. Conséquence : dans les bidonvilles qui joutent les grandes métropoles du Sud, beaucoup d'habitants doivent s'approvisionner auprès de revendeurs privés et paient leur eau vingt à cinquante fois plus cher que les ménages raccordés au réseau public. Dans le domaine de l'assainissement, la situation est encore pire : 2,5 milliards de personnes sont privées d'installations sanitaires convenables ; elles font leurs besoins à l'extérieur, utilisant souvent des seaux ou des latrines rudimentaires. Il n'est dès lors pas étonnant que ces populations soient exposées à de graves risques sanitaires.

La communauté internationale a pris conscience de-

puis longtemps de l'importance de «l'or bleu» pour l'humanité. Rien qu'au sein du système onusien, 26 entités s'occupent de cette problématique. Dans chaque pays, des autorités sont chargées de gérer l'eau au niveau national, régional et local. Même si tout le monde admet aujourd'hui l'imminence d'une crise mondiale de l'eau, ce problème ne figure toujours pas en tête des priorités. C'est ce que constate Raymond Jost, secrétaire général du Secrétariat international de l'eau, qui dénonce un manque de volonté politique. Lisez à ce propos notre dossier sur l'eau dès la page 6.

Cette année, *Un seul monde* confie la rédaction de sa Carte blanche à Ekrem Çitaku, qui vit à Pristina, la capitale du Kosovo. Âgé de 32 ans, ce dentiste et directeur de radio a grandi dans une région où «les gens ont été témoins, dès leur plus jeune âge, des événements qui ont marqué le sud-est de l'Europe au cours des dernières décennies». Malgré la guerre et une crise économique bien plus grave que chez nous, il essaie de voir le bon côté des choses : «Nous pouvons tirer parti des expériences de cette période pour élaborer des structures, des projets et des relations qui serviront à apprendre les valeurs humaines, à accepter les changements, à reconnaître la nécessité de promouvoir et de cultiver le respect réciproque et la paix dans cette partie de l'Europe.» Sa première chronique, à la page 29, montre que, pour lui, ce ne sont pas là que des mots.

La rédaction

(De l'allemand)



Sean Sprague / Still Pictures

Le tabagisme accentue la malnutrition

(bf) Steven Block et Patrick Webb, de l'Université Tufts à Boston, ont démontré que, dans les pays en développement, les répercussions négatives du tabagisme vont bien au-delà des atteintes directes à la santé des fumeurs. Sur l'île indonésienne de Java, ces deux chercheurs ont étudié environ 33 000 ménages ruraux, dont la grande majorité vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ils ont calculé qu'une famille comprenant au moins un fumeur consacre en moyenne 10% de son budget, déjà fort modeste, à l'achat de tabac. Pour pouvoir se procurer des cigarettes, les gens économisent sur l'alimentation. Non seulement les familles de fumeurs réduisent les quantités de nourriture, mais elles achètent également des aliments de moindre valeur pour la santé. Elles privilégient le riz au détriment de la viande, des fruits et des légumes, aliments qui sont plus nutritifs mais aussi plus coûteux. Et ce sont surtout les enfants qui pâtissent de cette situation. Les deux scientifiques américains l'ont démontré en étudiant leur masse corporelle, un indicateur largement reconnu de l'alimentation. Ainsi, dans les familles de fumeurs, les enfants souffrent de retards de croissance et ils sont en moyenne de plus petite taille que leurs camarades du même

âge vivant au sein de foyers non fumeurs.

www.tufts.edu

Des préservatifs pour protéger le climat

(gn) Plus la population s'accroît, plus il devient difficile de nourrir tout le monde. C'est le constat auquel parviennent également 37 des 40 pays en développement que le scientifique britannique Leo Bryant a consultés dans le cadre d'une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) consacrée au changement climatique et à la croissance démographique. Pourtant, seuls six pays en ont tiré la conclusion logique qui est d'intensifier leurs efforts en matière de planification familiale et de contraception. Parmi eux figure l'Éthiopie, où un vaste projet a été lancé en 2005 pour rétablir l'équilibre entre l'environnement et la croissance démographique : parallèlement à l'amélioration du sol et à l'augmentation de la productivité qui en découle, on a développé les services de planification familiale, y compris l'accès aux moyens de contraception. Selon Leo Bryant, « ce projet montre que les bénéfices pour l'environnement d'une meilleure gestion des terres peuvent être durables s'ils ne sont pas sapés par l'accroissement de la population ».

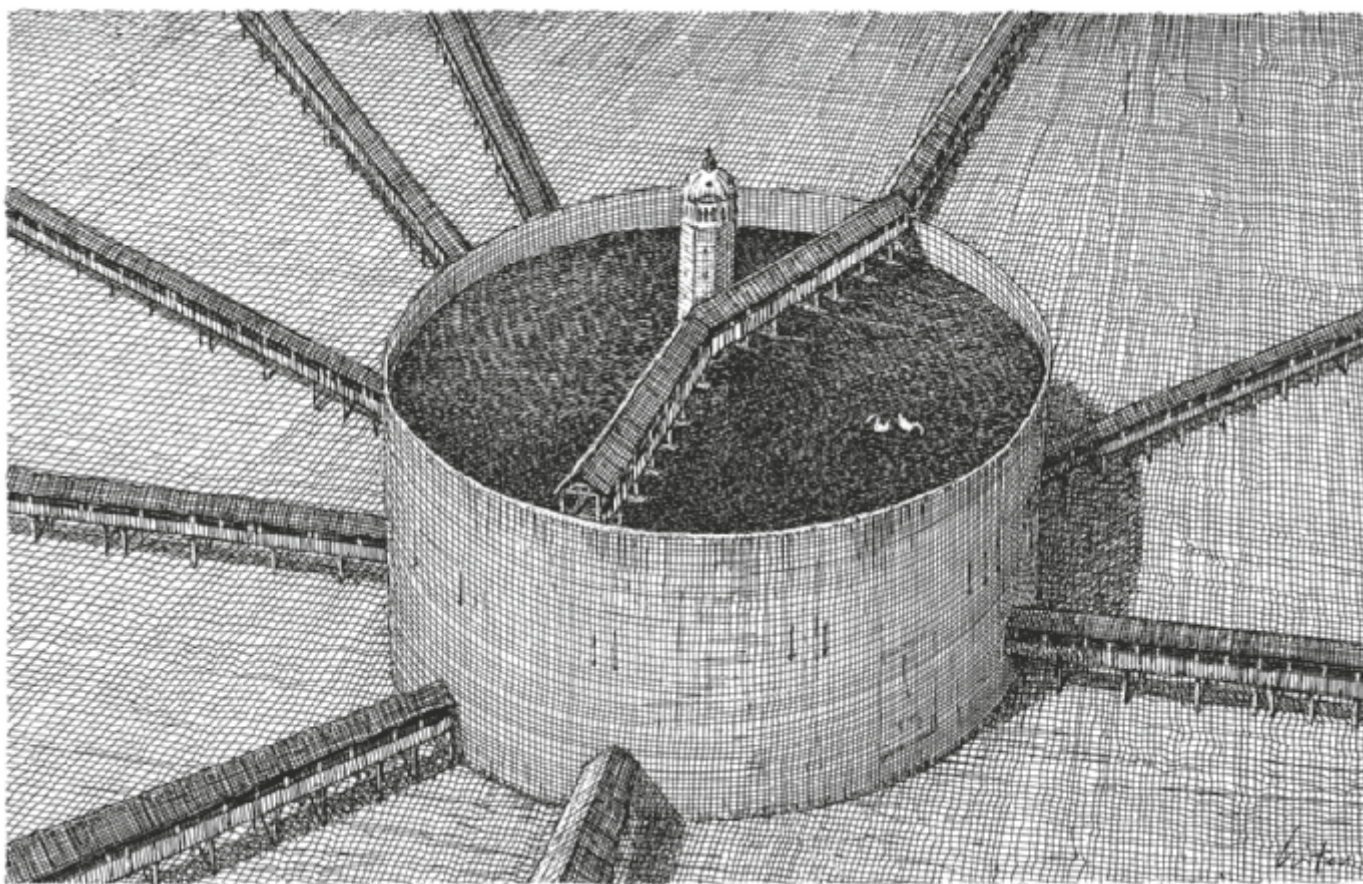
www.newscientist.com

La météo au secours des paysans

(jls) En cette période de réchauffement climatique, la saison des pluies est plus tardive et plus courte qu'avant au Mali, ce qui perturbe l'organisation du calendrier agricole. Afin de savoir quel est le moment approprié pour semer, épandre de l'engrais, désherber ou récolter, les paysans écoutent attentivement les conseils diffusés sur les ondes de la radio et de la télévision par le service météorologique national. Depuis 1996, celui-ci réalise un programme d'assistance au monde rural, en collaboration avec un réseau d'exploitants. Environ 1700 « paysans de contact » ont en effet appris à effectuer des relevés pluviométriques dans leurs champs. Après chaque pluie, ils mesurent le niveau des précipitations et transmettent ces données au service météorologique. Là, un groupe multidisciplinaire élabore des recommandations, par exemple sur les dates des semis pour les diverses variétés de céréales. Grâce à ce programme,



Sven Torfinn / laif



Échanges

les rendements du mil ont doublé et ceux du sorgho presque triplé. De ce fait, la sécurité alimentaire s'améliore et le revenu des paysans augmente.

Une batterie poids plume

(bf) Au lieu d'être un fléau, l'algue *cladophora* pourrait devenir une matière première fort utile, surtout pour les pays en développement. À partir de la nanostructure unique de sa cellulose, les chercheurs du laboratoire Ångström de l'Université d'Uppsala (Suède) ont développé un matériau inédit qui permet d'obtenir des batteries particulièrement écologiques. Ces dernières ne pèsent presque rien et battent tous les records en matière de capacité et de vitesse de charge. «Les batteries se composent pour l'essentiel de papier et d'eau salée. En théorie, n'importe qui pourrait en fabriquer dans sa cuisine, à condition

de disposer d'un mixeur assez puissant», affirme Maria Strömme, professeure de nanotechnologie. À ses yeux, tout le potentiel de ces batteries réside dans la simplicité de leur fabrication. «Elles pourront être produites sur place, dans les pays en développement.» Mais la chercheuse suédoise voit aussi plus loin : «Essayez d'imaginer tout ce que l'on pourra faire lorsqu'il sera possible d'intégrer une pile dans du papier peint, des vêtements, des emballages de médicaments, etc.»

www.angstrom.uu.se/eng

Frein à la surpêche

(bf) Avec de la chance, l'humanité pourra continuer de manger du poisson à l'avenir. Telle est la conclusion d'un groupe international d'experts coordonné par le National Marine Fisheries Service (service américain des pêcheries maritimes).

Dans le cadre d'une étude qui a duré deux ans, les chercheurs ont démontré que les efforts de lutte contre la surpêche dans de nombreuses régions du monde commencent à porter leurs fruits. Mais il n'y a pas encore de quoi crier victoire. Pour 63% des stocks de poissons étudiés, il est indispensable de prendre d'urgence des mesures comme la réduction des captures, si l'on veut éviter la disparition d'espèces particulièrement menacées. «De plus, 60 à 70% des prises ont lieu dans les pays en développement, où les mesures de protection des ressources halieutiques sont encore rares», souligne l'Autrichien Georg Scatolin, spécialiste de la pêche au WWF. «Or les pays européens sont coresponsables de cette situation. Après avoir épuisé la Méditerranée et la mer du Nord, ils pêchent de plus en plus souvent au large des côtes

des pays tropicaux, en recourant parfois à la flotte des pays en développement.»

www.nefsc.noaa.gov



© Blesphoto/Halleux Dominique/Still Pictures



En raison de la sécheresse, les Maliens doivent souvent parcourir des kilomètres pour trouver de l'eau. Au Bangladesh, où cette ressource est pourtant plus qu'abondante, beaucoup de gens n'ont toujours pas accès à une eau salubre.



Une ressource très sollicitée et inégalement répartie

Un nombre croissant d'usagers doivent se partager une quantité d'eau qui reste constante sur la planète. La surexploitation et la mauvaise gestion de ce capital provoquent toujours davantage de pénuries. Par ailleurs, le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement tue chaque année 1,8 million de pauvres dans les pays en développement. De Jane-Lise Schneeberger.

L'heure n'est plus aux incantations rituelles ou aux sacrifices de poules. Pour faire tomber la pluie, le Mali recourt aux grands moyens. Lorsque les services météorologiques voient s'amonceler quelques nuages, un avion décolle pour aller les «ensemencer» : il pulvérise un produit chimique qui déclenche des précipitations. Cette technologie sauve quelques récoltes, mais elle paraît dérisoire face à l'évolution inexorable du climat. Comme le Niger, 42 autres pays sont déjà exposés au «stress hydrique», situation dans laquelle la demande d'eau dépasse la quantité disponible.

Prélèvements excessifs

Les changements climatiques perturbent les cycles hydrologiques. Il pleut moins dans les régions arides, tandis que les zones humides sont plus arrosées. Tempêtes, sécheresses et autres événements extrêmes se multiplient. Si le réchauffement de la planète accentue la pénurie d'eau, il n'en est toutefois pas le premier responsable. Le problème vient de la surexploitation de la ressource. Pour répondre à la demande alimentaire, qui s'accroît avec l'essor démographique, l'agriculture absorbe à elle seule 70% de toute l'eau disponible. Les prélèvements d'eau par l'industrie, qui représentent 20% de la consommation, sont eux aussi en augmentation. Les 10% restants couvrent les besoins domestiques.

Dans de nombreuses régions du monde, le débit des fleuves se réduit et le niveau des nappes souterraines baisse de manière inquiétante. «Nous pompons souvent beaucoup plus d'eau que le cycle naturel n'est capable d'en renouveler. Et quand nous la restituons à la nature, elle est polluée», déplore Raymond Jost, secrétaire général du Secrétariat international de l'eau. La contamina-

tion des rivières, par les produits agrochimiques notamment, rend l'eau inutilisable en aval, ce qui accentue encore la pénurie.

La raréfaction de l'eau accroît la concurrence entre les différentes catégories d'usagers. Elle attise également les discordes entre les États qui doivent se partager les eaux d'un lac, d'un cours d'eau ou d'une nappe souterraine. De tout temps, des tensions ont opposé les pays contrôlant le cours supérieur d'un fleuve à ceux situés en aval. C'est le cas notamment en Asie centrale (voir page 14).

Les pauvres paient l'eau plus cher que les riches

La distribution de l'eau domestique recèle de profondes inégalités dans les pays en développement. Malgré les progrès notables réalisés dans ce domaine, environ 900 millions d'êtres humains n'ont toujours pas accès à une source d'eau potable. Ce sont pour la plupart des pauvres vivant dans les zones rurales. Ils sont obligés de consommer l'eau souillée d'étangs, de rivières ou de puits non protégés. Parmi les personnes ayant accès à l'eau potable, la moitié seulement dispose d'un robinet à domicile. Dans les villes du Sud, les réseaux de distribution ne desservent souvent que le centre et les beaux quartiers. Les habitants des bidonvilles s'approvisionnent auprès de petits revendeurs privés. Ils paient alors le précieux liquide vingt ou cinquante fois plus cher que les ménages raccordés au réseau municipal, ce qui est dû entre autres aux frais d'acheminement élevés.

Sur le plan de l'assainissement, le tableau est encore plus sombre : environ 2,5 milliards de personnes sont privées d'installations sanitaires convenables. À la campagne, elles défèquent en plein air, dans des seaux ou dans des latrines rudimentaires.

Un enfant meurt toutes les 20 secondes

Chaque année, 200 millions de tonnes d'excréments humains sont dispersés dans la nature, infectant les sources d'eau potable. Ils grouillent de virus et de bactéries qui provoquent de graves maladies diarrhéiques, comme le choléra, la dysenterie et la fièvre typhoïde. Ces affections font 1,8 million de victimes par an, principalement des enfants de moins de cinq ans. Cela signifie qu'un enfant meurt toutes les 20 secondes. D'autres maladies sont associées à l'eau. Ainsi, la malaria, la dengue et l'onchocercose sont transmises par la piqûre d'insectes qui se reproduisent dans les eaux stagnantes. La bilharziose est due à la pénétration dans la peau, lors de baignades par exemple, d'un ver aquatique contaminé par des matières fécales. Le trachome, maladie infectieuse des yeux, se propage surtout lorsqu'on ne peut pas se laver régulièrement les mains et le visage.



Jeremy Hartley / Panos / Strates



Au Burkina Faso (en haut à gauche), des technologies ont été développées avec l'aide de la Suisse pour gérer l'eau de manière plus économique et combattre l'érosion

Long chemin vers un droit de l'homme

Le droit à l'eau figure dans plusieurs traités internationaux et de nombreux pays l'ont inscrit dans leur Constitution. Cependant, il aura fallu des décennies pour le hisser au rang de droit de l'homme. L'ONU a franchi ce pas en 2002 : dans une observation générale, elle a affirmé que le droit à l'eau est implicitement protégé par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de 1966, dans la mesure où ce texte reconnaît le droit à un niveau de vie suffisant. Cette interprétation n'a toutefois pas un caractère contraignant. Et certains États craignent toujours qu'une reconnaissance officielle du droit à l'eau ne leur confère des obligations irréalisables. Un autre débat est en cours actuellement. Il porte sur la question de savoir si l'assainissement doit être reconnu comme un droit distinct ou s'il découle du droit à l'eau.

En ville, de nombreux ménages sont équipés de fosses septiques, mais les boues de vidange sont ensuite déversées sur des terrains vagues ou dans des rivières. Toutes ces pratiques exposent la population à des risques sanitaires majeurs. « C'est le scandale de la pauvreté. Des millions de gens meurent de maladies liées à l'eau, alors que l'on pourrait facilement empêcher cette hécatombe », s'insurge François Münger, chef de la section Initiatives Eau à la DDC.

Le tabou de l'assainissement

L'un des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) vise à réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de la population mondiale n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement. En ce qui concerne l'eau, cette cible sera probablement atteinte partout sauf en Afrique subsaharienne. En revanche, peu de régions atteindront l'objectif fixé pour l'assainissement. Ce domaine a toujours été

le parent pauvre de la politique de l'eau. « Les bailleurs de fonds et les gouvernements du Sud ont trop souvent privilégié les projets d'adduction d'eau, au détriment de l'évacuation des déchets fécaux et des eaux usées, un domaine plus complexe et peu attrayant », constate Thomas Zeller, chef suppléant de la section Initiatives Eau.

Décentralisation incomplète

Ce n'est pas le manque de moyens techniques qui retarde la réalisation de cet OMD. On sait comment construire des réseaux, évacuer de manière hygiénique les eaux usées, les traiter, les recycler, etc. À Ouagadougou, au Burkina Faso, le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (Crepa) a mis au point, en collaboration avec des hautes écoles suisses, plusieurs technologies peu coûteuses et spécialement adaptées au contexte africain. Son directeur Cheick Tidiane Tandia signale toutefois deux contraintes de



Redux / lat



Helio Meyer / lat



Tomas Munta/laif



Grabka/laif

Dans bien des régions du monde, notamment en Inde, au Burkina Faso (en haut), en Haïti et au Mexique (en bas), avoir de l'eau courante et des toilettes à la maison est encore un luxe

taille : « Dans le cadre de la décentralisation, les États ont délégué aux communes la gestion de l'eau, mais ce processus ne s'est pas accompagné d'un transfert de ressources financières. En outre, les élus communaux ont rarement la capacité d'élaborer des plans d'assainissement et de superviser leur mise en œuvre. » Les mêmes problèmes se posent dans beaucoup d'autres régions du monde.

Raymond Jost dénonce, pour sa part, un manque de volonté politique. « Les gouvernements du Sud placent l'eau au cinquième ou au sixième rang dans l'ordre de leurs priorités, après la téléphonie mobile, les routes, l'armée... Je ne comprends pas qu'un besoin aussi fondamental ne figure pas en tête de liste. » Les bailleurs de fonds ne se mobilisent pas non plus suffisamment en faveur de l'eau : 8% seulement de l'aide internationale est allouée à ce secteur.

Réformer la gouvernance

Les organisations internationales estiment que la crise de l'eau est essentiellement une crise de la gouvernance. Elles recommandent l'application de principaux fondamentaux. L'un d'eux est la « gestion intégrée des ressources en eau ». Il consiste à prendre en compte les besoins de toutes les catégories d'utilisateurs, sans oublier ceux des écosystèmes aquatiques. On ne se soucie souvent que de l'agriculture, de l'industrie et de la production énergétique.

Un autre principe veut que tous les acteurs participent aux décisions. « Les défis de l'eau requièrent la mobilisation non seulement des pouvoirs publics, mais également du secteur privé, de la so-

ciété civile et des bailleurs de fonds », insiste François Münger. « Ces différents intervenants doivent dialoguer dans la transparence et partager les mêmes valeurs, comme le droit à l'eau. » Cette ressource étant un bien commun, il appartient à l'État d'en garantir une répartition équitable. « Une autorité de régulation est indispensable pour contrôler les activités des opérateurs privés et publics, auxquels les collectivités locales confient la gestion de leurs services d'eau », souligne Johan Gély, de la division Financement des infrastructures au Secrétariat d'État à l'économie (Seco). « Ces entreprises possèdent certes un savoir-faire et une expertise qui font souvent défaut aux municipalités. Mais leurs impératifs de rentabilité peuvent les inciter à diminuer les investissements et à augmenter les tarifs. »

Dieu fournit l'eau, mais pas les tuyaux

La politique de l'eau est vouée à l'échec si la population n'y adhère pas. C'est pourquoi il est essentiel d'associer les usagers à son élaboration et de leur faire comprendre la structure tarifaire. « Bien des gens estiment que l'eau devrait être gratuite, car c'est un don de Dieu. On doit leur expliquer qu'ils n'achètent pas l'eau elle-même, mais son captage, son transport et son traitement », note Johan Gély. Selon les organisations internationales, les ménages ne devraient pas dépenser plus de 3 ou 5% de leur revenu pour l'achat d'eau. Dans les bidonvilles, cette part dépasse souvent 10%. ■

La galaxie de l'eau

Au sein du système des Nations Unies, 26 entités s'occupent de questions liées à l'eau. Le mécanisme ONU-Eau a été créé pour coordonner leurs approches et faciliter les échanges avec les partenaires extérieurs. Et ceux-ci ne manquent pas. Dans le foisonnement d'acteurs internationaux, on distingue cinq ténors : le Conseil mondial de l'eau, à Marseille, regroupe 500 membres institutionnels publics et privés ; le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et assainissement, à Genève, a notamment créé le Fonds mondial pour l'assainissement ; le Partenariat mondial de l'eau, à Stockholm, milite pour une gestion durable des ressources ; le Programme eau et assainissement a été lancé il y a trente ans sous les auspices de la Banque mondiale ; le Secrétariat international de l'eau, à Montréal, s'affirme comme la voix citoyenne dans ce domaine.

Une corruption endémique

Comme les autres secteurs qui nécessitent d'importants investissements, celui de l'eau est très perméable à la corruption. Du simple citoyen obligé de payer un pot-de-vin pour être raccordé au réseau de distribution, jusqu'à la multinationale qui soudoie un ministre pour décrocher un marché public, la corruption se pratique à tous les niveaux et dans tous les domaines. En matière d'eau potable et d'assainissement, les dessous-de-table renchérissent jusqu'à 30% le coût des raccordements au réseau. La corruption est également très étendue dans la construction et la gestion de systèmes d'irrigation ou de barrages hydroélectriques. Le Réseau d'intégrité de l'eau a été créé en 2006 pour combattre ce fléau. Il est chargé notamment d'élaborer et de promouvoir un code de conduite international.

« Nous travaillons main dans la main »

Forte d'un important savoir-faire en la matière, la Suisse a fait de l'eau un thème prioritaire de son aide au développement. Sur la scène internationale, elle plaide pour une utilisation durable et équitable de cette ressource. Les cinq offices fédéraux concernés parlent d'une seule voix au sein des organisations et des forums multilatéraux.

(jls) Dans les années 60 déjà, les premiers coopérants suisses foraient des puits, installaient des pompes et creusaient des drainages pour alimenter des villages du Sud. Au fil des ans, l'approche a évolué. Aujourd'hui, les projets de développement vont bien au-delà de l'assistance technique. Ils sont axés sur la durabilité des infrastructures, la gestion des ressources par les communautés, la participation des usagers, la formation des acteurs locaux et le développement des politiques nationales de l'eau. Les deux offices fédéraux chargés de la coopération au développement accordent une importance centrale au secteur de l'eau. La DDC lui alloue environ 90 millions de francs par an (10% de son budget) et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) environ 20 millions (7%). Leurs activités sont complémentaires.

Des communes solidaires

Les communes de Suisse se mobilisent en faveur de villes et de villages du Sud qui ont besoin d'aide pour aménager ou gérer leur système d'approvisionnement en eau. Sur la plateforme Internet Solidarité'eau Suisse, lancée par des services d'eau municipaux et la DDC, des œuvres d'entraide suisses présentent des projets en attente de financement. Les communes choisissent celui qu'elles souhaitent appuyer. Par exemple, Münsingen (BE) a financé le forage et l'équipement de puits dans dix villages malgaches. Gommiswald (SG) et Frauenfeld (TG) soutiennent la construction et la rénovation de puits dans 22 villages de Guinée-Bissau. Six municipalités romandes, dont Fribourg et Lausanne, ont créé un partenariat public-public avec Nouakchott pour aider la capitale de la Mauritanie à améliorer l'accès à l'eau des populations défavorisées. www.solidariteausuisse.ch

Des toilettes à dix dollars

La DDC travaille essentiellement dans les zones rurales et les petites villes. Elle réalise actuellement 170 projets consacrés à l'adduction d'eau potable, à l'assainissement ou à la production alimentaire. Dans ce dernier domaine, ses interventions visent à améliorer les pratiques agricoles et à préserver les écosystèmes. Ainsi, plusieurs projets portent sur la mise en place à petite échelle de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. Au Népal, la Banque mondiale va reprendre à son compte le modèle testé par la Suisse, afin de le reproduire sur de plus grandes surfaces. Depuis 2005, la DDC a élargi ses activités dans le domaine de l'assainissement. Au Bangladesh, elle a cofinancé une campagne dite d'« assainissement total ». Dans tout le pays, les populations ont été sensibilisées aux problèmes posés par la défécation en plein air. Puis on a soutenu l'émergence d'un secteur privé capable de répondre à la demande de latrines. Quelque 6000 ateliers ruraux se sont mis à fabriquer des toilettes à dix dollars la pièce. Cette approche a été reprise dans plusieurs autres pays du Sud.

Impact sur l'industrie et le tourisme

Le Seco se concentre, lui, sur les grandes villes. Il finance la réhabilitation ou la construction d'infrastructures d'eau et d'assainissement. Il contribue



Dirk Kruel / laif

Tandis que la Suisse officielle réalise de grands projets portant sur l'évacuation des eaux usées ou la construction de latrines (au Bangladesh, par exemple), des communes suisses viennent en aide à des localités du Sud. Ainsi, Münsingen a financé le forage et l'équipement de puits dans dix villages malgaches.

également à améliorer les performances financières et techniques de l'entreprise municipale chargée du service d'eau. Son objectif est d'aider les pays partenaires à s'intégrer dans l'économie mondiale. « L'accès à une eau de bonne qualité favorise le développement de l'industrie et du commerce. Les marchandises s'exportent mieux si elles répondent aux normes internationales de qualité et d'hygiène », remarque Guy Bonvin, de la division Financement des infrastructures au Seco.

L'eau peut aussi avoir un impact sur le tourisme, ajoute-t-il, citant à titre d'exemple l'appui du Seco aux villes de Boukhara et de Samarkand, en Ouzbékistan. Grâce aux premiers travaux réalisés sur les réseaux de distribution municipaux, la qualité de l'eau aux robinets des chambres d'hôtel s'est nettement améliorée; cela vaut à ces deux cités historiques une meilleure réputation auprès des nombreux visiteurs étrangers.

Pas d'eau propre sans forêts

La Suisse est également très active dans les organisations, les réseaux et les forums multilatéraux. Elle s'efforce en particulier de faire inscrire à l'agenda mondial des thèmes essentiels à ses yeux, comme l'assainissement ou la gestion intégrée des ressources en eau.

Outre la DDC et le Seco, trois autres instances officielles participent au dialogue international. L'Of-

tamment dans la mise en œuvre du Protocole de la CEE-ONU sur l'eau et la santé, un accord qui vise à faire reculer les maladies hydriques en améliorant la gestion de cette ressource. Enfin, l'Office fédéral de l'agriculture participe aux réflexions internationales sur deux thèmes clés : comment produire davantage de nourriture en utilisant moins d'eau et comment réduire la pollution engendrée par les engrais et les pesticides ?



Cinq offices, une seule voix

Ces différents acteurs de l'administration fédérale coordonnent étroitement leurs activités. Au sein du Comité interdépartemental sur le développement durable dans le secteur de l'eau, ils se consultent et élaborent des prises de position communes. « Nous avons des idées largement convergentes et nous travaillons main dans la main. Chaque office sait exactement ce que font les autres et quel est leur agenda », se félicite Sibylle Vermont. « Grâce à cette coopération hors pair, nous ne faisons pas que produire des messages politiques, mais nous les mettons en œuvre sur le terrain. » À titre d'exemple, la DDC réalise plusieurs projets de paiements aux écosystèmes pour la gestion de l'eau en Amérique latine. En Moldavie, elle aide le gouvernement à satisfaire aux exigences posées par le Protocole de la CEE-ONU. ■

ficé fédéral de l'environnement (Ofev) se préoccupe en particulier de la dégradation des écosystèmes. « Avant d'arriver dans les rivières et les lacs, l'eau passe par les sols, les forêts et les zones humides. Il s'agit de préserver ces écosystèmes pour assurer un régime régulier d'eau propre en aval », rappelle Sibylle Vermont, de la division Affaires internationales de l'Ofev.

De son côté, l'Office fédéral de la santé publique s'intéresse à la qualité de l'eau. Il s'implique no-

Investissement rentable

Chaque franc investi dans un projet d'adduction d'eau ou d'assainissement génère un bénéfice de 3 à 5 francs, si l'on additionne les dépenses évitées et le gain de productivité. C'est ce qu'a montré une analyse des projets de la DDC. Une fois que l'eau potable arrive au village, les femmes ne sont plus obligées de faire de longs trajets pour aller la puiser. Elles économisent ainsi des forces et du temps, qu'elles peuvent consacrer à des activités rémunératrices ou à l'éducation de leurs enfants. D'autre part, la consommation d'eau propre réduit fortement la fréquence des maladies diarrhéiques. Les familles épargnent les frais de médicaments. Étant en meilleure santé, les villageois sont plus productifs, ce qui se traduit par un accroissement de leurs revenus.

Une grande soif d'eau virtuelle

La production de pratiquement tous nos biens de consommation exige d'énormes quantités d'eau. Or, ces marchandises sont souvent importées de pays arides ou semi-arides. Dans le cadre d'un projet pilote lancé par la DDC en Colombie, six entreprises suisses s'efforcent d'économiser l'eau à tous les stades du processus de production.



Jeremy Horner / Panos / Strates

(jls) Un Suisse consomme en moyenne 160 litres d'eau par jour pour ses usages domestiques : cuisine, toilettes, douche, lessive, arrosage du gazon, etc. C'est un volume considérable si l'on pense qu'un habitant du Sahel vit avec moins de 5 litres par jour pendant la saison sèche. Pourtant, il est négligeable en regard des quantités astronomiques d'eau nécessaires à la production d'aliments, de vêtements et de pratiquement tous les objets usuels. L'eau cachée ou « virtuelle » abonde en particulier dans le domaine alimentaire. Il faut, par exemple, 16 000 litres d'eau pour produire un kilo de viande de bœuf. Ce chiffre inclut toute l'eau nécessaire à la culture de grains et de fourrage ainsi qu'à l'abreuvement et à l'entretien de la vache durant trois ans.

Les céréales sont un peu moins voraces, mais il faut tout de même 1500 litres d'eau pour obtenir un kilo de blé et 5000 pour un kilo de riz. La production industrielle ne peut pas non plus se passer d'eau : 400 000 litres sont nécessaires pour la fabrication d'une voiture, 8000 pour une paire de chaussures en cuir et 2000 pour un tee-shirt en coton.

Flux d'eau virtuelle

Beaucoup de ces marchandises sont produites à l'étranger, souvent dans des régions du monde qui souffrent d'un stress hydrique ou qui risquent d'y être exposées dans les prochaines décennies. En achetant aux pays du Sud du riz, du coton, du café, des fruits ou encore des céréales destinées à nour-

rir nos vaches, nous importons virtuellement l'eau qui a servi à cultiver ces denrées. Le commerce mondial s'accompagne dès lors de gigantesques transferts invisibles d'eau.

Un nouvel indicateur permet de déterminer les quantités réellement utilisées, en tenant compte des importations et des exportations d'eau virtuelle. Il s'agit de «l'empreinte sur l'eau» que l'on peut calculer pour un produit, un individu, une ville, une entreprise ou un pays. L'empreinte de la Suisse, par exemple, s'élève à 1682 m³ par an et par habitant, dont pas moins de 79% viennent de l'étranger. «Notre confort et notre bien-être dépendent de l'eau des autres», commente François Münger, chef de la section Initiatives Eau à la DDC. «Il est donc dans notre intérêt d'aider les pays en développement à gérer leurs ressources.»

Optimiser la gestion de l'eau

Fin 2009, la DDC a lancé en Colombie un projet pilote qui met en œuvre ce nouveau concept. Elle a constitué un consortium regroupant six multinationales suisses ou à capitaux suisses – Nestlé, Syngenta, Holcim, Novartis, Clariant et Alpina – qui se sont engagées à réduire leur empreinte sur l'eau dans la région où elles opèrent. «Elles ont déjà rationalisé leur consommation à l'intérieur des fabriques, par exemple en recyclant l'eau de nettoyage. Le défi consiste maintenant à éliminer les gaspillages et à optimiser l'utilisation de l'eau dans les chaînes d'approvisionnement», souligne Thomas Zeller, chef suppléant de la section Initiatives Eau à la DDC.

Dans un premier temps, les entreprises effectuent une analyse pour identifier les potentiels d'économies. Elles se penchent sur les méthodes utilisées par les paysans qui leur livrent la matière première: du lait et des grains de café pour Nestlé, des plantes médicinales pour Novartis, des semences pour Syngenta, du calcaire et de l'argile pour Holcim qui fabrique du ciment, etc. Sur la base de cette analyse, les multinationales aideront leurs fournisseurs à adapter leurs méthodes de travail en conséquence.

Solidarité avec les villageois

Les six partenaires de la DDC financeront également des mesures sociales et environnementales dans le domaine de l'eau. «C'est une manière de témoigner leur solidarité avec la population locale, puisque les industries et les villageois partagent la même ressource», note François Münger. Les besoins et les idées ne manquent pas: les entreprises pourraient soutenir l'aménagement de toilettes dans les écoles, la création de systèmes d'assainissement dans les villages, le traitement de l'eau ou



Jeremy Horner / Panoos / Strates

Plusieurs entreprises suisses actives en Colombie se sont engagées à réduire leur empreinte sur l'eau. Parmi elles figurent Nestlé, qui produit notamment du café (à gauche), et Syngenta qui est spécialisée dans les semences.

encore des travaux de reforestation afin de favoriser l'infiltration d'eau dans les sols et de recharger les nappes souterraines. Ces actions seront mises sur pied avec l'appui technique de la DDC.

Un modèle pour d'autres entreprises

C'est la première fois que des entreprises de divers secteurs industriels collaborent pour réduire leur empreinte sur l'eau. Cette expérience inédite est accompagnée par plusieurs institutions importantes, dont le Conseil mondial des affaires sur le développement durable, qui réunit 170 compagnies internationales. La DDC espère que son projet inspirera d'autres sociétés étrangères actives en Colombie. Quant aux six entreprises suisses, elles pourraient par la suite reproduire ce modèle dans leurs autres filiales à travers le monde.

Par ailleurs, la Suisse a suggéré en 2009 d'établir une norme internationale concernant l'empreinte sur l'eau. Cette proposition a été retenue par l'Organisation internationale de standardisation (ISO). Le processus d'élaboration de la norme sera dirigé par Quantis, une société vaudoise spécialisée dans les bilans écologiques. ■

Le hamburger coûte cher en eau

Le Réseau de l'empreinte sur l'eau a été créé en 2008 afin de développer et de diffuser ce nouvel indicateur. Il réunit près de 80 acteurs internationaux publics et privés, dont la DDC, qui interviennent dans le secteur de l'eau. Son site Internet indique l'empreinte sur l'eau de chaque pays. Celle-ci varie notamment en fonction du régime alimentaire de la population. Les peuples qui consomment beaucoup de viande affichent des niveaux très élevés. Les États-Unis battent tous les records, avec une empreinte de 2483 m³ d'eau par an et par habitant. À l'autre bout du classement figurent notamment la Chine (702 m³), l'Afghanistan (660), le Botswana (623) et le Yémen (619). L'internaute peut également calculer sa propre empreinte, autrement dit la quantité d'eau qu'il consomme en une année soit directement (besoins domestiques), soit indirectement (eau virtuelle contenue dans les produits consommés). www.waterfootprint.org

La démocratie de l'irrigation

Dans la vallée aride de Fergana, les paysans sont tributaires de l'irrigation. Or, leur approvisionnement en eau est irrégulier et insuffisant, en raison notamment des querelles entre les États qui se partagent ce grenier de l'Asie centrale. Avec l'aide de la Suisse, les usagers s'organisent pour assurer un partage efficace et équitable de cette ressource.



DDC (6)



L'eau des villes et l'eau des champs

Les deux acteurs de la coopération suisse réalisent des projets d'approvisionnement en eau dans la vallée de Fergana. Tandis que la DDC travaille en zone rurale, le Seco intervient dans la ville de Khujand, centre économique de cette vallée. Il finance la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau potable. Construit à l'époque soviétique, celui-ci s'était progressivement délabré depuis l'indépendance. Grâce aux travaux réalisés durant la première phase du projet, environ 40 000 personnes disposent déjà d'un robinet d'eau courante à domicile. Elles seront 90 000 à l'issue de la deuxième phase, actuellement en cours. Les ménages raccordés au réseau voient leur facture d'eau diminuer. En effet, ils ne sont plus obligés d'acheter leur eau aux revendeurs privés dont les tarifs sont très élevés. Le Seco aide également l'entreprise municipale chargée de l'eau à améliorer sa performance financière et opérationnelle.



(jls) La vallée de Fergana est la région la plus densément peuplée d'Asie centrale. Environ 10 millions d'habitants se concentrent sur une superficie équivalant à la moitié de la Suisse. Tous ou presque vivent de l'agriculture. Ils cultivent du coton, des céréales, des fruits, des légumes. Depuis la chute de l'URSS, cette plaine fertile est partagée entre trois États : la majeure partie de son territoire se trouve en Ouzbékistan, le reste appartient au Kirghizistan et au Tadjikistan. Ces deux derniers pays contrôlent le cours supérieur du Syr-Daria et de ses affluents, fleuves qui arrosent la vallée et en assurent la fertilité. Rien ne pousserait dans cette région aride s'il fallait compter uniquement sur la pluie. Cependant, les paysans ne sont pas les seuls à dépendre du Syr-Daria. Le Kirghizistan, qui n'a pratiquement pas d'autre source d'énergie, exploite plusieurs barrages hydroélectriques. En hiver, il ouvre les vannes pour faire tourner ses turbines et

produire l'électricité nécessaire au chauffage des bâtiments. De grandes quantités d'eau arrivent dans la vallée, alors que les paysans n'en ont pas besoin. Cela provoque fréquemment des inondations. Au début de l'été, c'est l'inverse : les centrales profitent de la fonte des neiges pour remplir les lacs de retenue, au moment précis où les cultures en aval devraient être irriguées.

Fuites, évaporation et gaspillage

Depuis qu'ils ont accédé à l'indépendance, les trois États ne parviennent pas à s'entendre sur une répartition de l'eau. Leurs disputes compromettent sérieusement l'approvisionnement de la vallée de Fergana. Mais la pénurie a aussi d'autres causes. On estime que 65% de l'eau d'irrigation n'arrive pas à destination. Elle se perd soit par évaporation, soit à cause de fuites dues au délabrement des canaux. Ces infrastructures, construites à l'époque soviétique, se sont rapidement détériorées depuis l'indépendance en 1991, faute d'entretien. La politique tarifaire incite au gaspillage, puisque l'eau est facturée en fonction de la surface irriguée et non de la quantité utilisée. De plus, la distribution ne répond pas à des principes rationnels sur le plan hydrologique. Pour toutes ces raisons, il arrive que les exploitations agricoles situées à l'extrémité d'un canal ne soient pas approvisionnées.

Les paysans s'organisent et se forment

Dans trois zones rurales situées respectivement en Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, plu-

sieurs projets de la DDC visent à assurer une gestion efficace et équitable des ressources. De nouvelles structures de gouvernance ont été créées. Les paysans constituent des groupes locaux d'usagers. Ensemble, ils définissent leurs besoins et établissent des calendriers d'irrigation. Ces groupes forment ensuite des associations régionales qui négocient avec les autorités les quotas d'eau attribués à chaque communauté. « Nous avons introduit une forme de démocratie locale. Ce système fonctionne très bien,



alors qu'il était totalement nouveau pour des populations habituées à des régimes autoritaires et centralisés», se réjouit Markus Schäfer, chargé de programme à la DDC. Aujourd'hui, les paysans ne manquent plus d'eau. Ils savent à l'avance quelle quantité ils vont recevoir et à quel moment. Les récoltes sont plus abondantes et les revenus ont augmenté. En outre, les conflits entre voisins sur la répartition de l'eau ont nettement diminué. Par le passé, il arrivait que des paysans détournent l'eau d'un canal pendant la nuit pour arroser discrètement leurs champs.

Des formations ont été mises sur pied. « On enseigne aux agriculteurs des méthodes d'irrigation moins gourmandes en eau, qui leur permettent de produire autant, sinon plus. Un apport excessif d'eau nuit en effet aux cultures et aux sols », explique Markus Schäfer. Un nouveau système de tarification incite aux économies : dans certaines associations, l'eau se facture désormais au mètre cube. Les usagers ont également entrepris de réparer les canaux et les drainages défectueux.

Parallèlement, la DDC finance l'automatisation de ces canaux. Un système informatique commande l'ouverture des vannes, mesure les débits et compense, le cas échéant, l'afflux excessif d'eau provoqué par l'ouverture des barrages.

Boire de l'eau sans tomber malade

La qualité de l'eau potable constitue un autre problème dans la vallée. Beaucoup de systèmes d'approvisionnement ne fonctionnent plus, car les États

n'ont pas les moyens de les réhabiliter. Par conséquent, environ 40% des familles rurales n'ont d'autre choix que de consommer l'eau insalubre des canaux d'irrigation, ce qui a de graves conséquences sur le plan sanitaire. La DDC a lancé un projet d'approvisionnement en eau potable et de sensibilisation à l'hygiène, qui couvre déjà une trentaine de villages. Avec son appui, les communes réhabilitent les forages, les réservoirs et construisent de nouveaux réseaux de distribution. Des co-



mités locaux, élus par les habitants, sont chargés d'entretenir ces équipements et de veiller à la qualité de l'eau. Le prix facturé aux usagers permet de financer la gestion et la maintenance des installations. ■

La participation porte ses fruits. Dans la vallée de Fergana, où les paysans gèrent désormais eux-mêmes la répartition de l'eau, les pénuries ont diminué, les récoltes sont plus abondantes et les revenus ont augmenté.

Modus vivendi à la soviétique

L'Asie centrale est arrosée par le Syr-Daria et l'Amou-Daria, qui traversent plusieurs pays avant de se jeter dans la mer d'Aral. Ces fleuves ont été surexploités dès les années 60. Pour irriguer ses cultures intensives de coton, l'URSS a même détourné leur cours, provoquant l'assèchement de la mer d'Aral. Les surfaces irriguées, en constante augmentation, se trouvent principalement en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Turkménistan. Les agriculteurs de ces pays dépendent toutefois du Tadjikistan et du Kirghizistan, qui contrôlent le débit des fleuves. Jadis, Moscou avait imposé un partage des ressources : les deux républiques situées en amont devaient stocker l'eau dans leurs barrages et la relâcher durant l'été pour permettre l'irrigation ; en échange, les trois républiques en aval leur livraient du pétrole et du gaz à bas prix. Mais depuis qu'ils sont indépendants, les cinq États ne respectent plus cette règle. Chacun voudrait prélever davantage d'eau pour ses propres besoins.

«On s'endort dans un pays et on se réveille dans un autre»

Ce qui fait la richesse de la Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe, ce sont ses groupes ethniques et linguistiques: le gouvernement central de Chisinau ne reconnaît pas moins de 28 minorités. Cette grande tolérance met toutefois le pays à l'épreuve. Comment une jeune nation peut-elle se forger une identité si une bonne partie de ses habitants ne maîtrisent pas la langue officielle? Une visite dans le sud du pays montre comment la très combative minorité gagaouze répond à cette question. De Marc Lettau*.

Moldavie

Population : 3,8 millions d'habitants
Superficie : 33843 km² (Transnistrie comprise)
Taux de pauvreté : plus de 20% des habitants vivent avec moins de 2 dollars par jour
Groupes ethniques : Moldaves roumanophones (64,5%), Ukrainiens (13,8%), Russes (13%), Gagaouzes (3,5%), Bulgares (2%), ainsi que Polonais, Biélorusses, Tatars, etc. La plupart des minorités forment la majorité de la population dans certaines localités ou régions.

Gagaouzie

Population : 170 000 habitants
Superficie : 1831 km²
Capitale : Comrat
Proportion de Gagaouzes : 83%



James Hill / laif



Nick Hannes / Reporters / laif

Martin Roemmers / laif

Mikhail Formuzal n'est pas poète. Dans son impeccable complet à rayures, cet ancien officier devenu politicien prend toutefois des accents lyriques lorsqu'il réajuste son nœud de cravate, pourtant irréprochable, pour déclarer : «Le peuple gagaouze est un joyau dans la grande couronne des petits peuples de la Terre.»

Mikhail Formuzal parle en connaissance de cause. Il est en effet le *bashkan*, c'est-à-dire le chef élu, de ces anciens nomades turcophones de religion chrétienne orthodoxe. Son règne s'étend sur un coin de terre appelé GagauzYeri (le pays des Gagaouzes). Depuis qu'il a obtenu en 1994 une large autonomie au sein de la République moldave, ce territoire est un État dans l'État. Il illustre ainsi l'un des grands défis qui se posent à la Moldavie. La diversité linguistique et ethnique est en effet frappante dans ce pays indépendant depuis 1991. Dans l'espoir de créer une certaine unité et de donner corps à l'«identité moldave», le gouvernement central de Chisinau s'attache à encourager l'usage du roumain après l'avoir officiellement rebaptisé «moldave» en 1994.

Le moldave est désormais la seule langue officielle du pays, car cette ancienne République socialiste soviétique ne souhaitait plus accorder ce statut au russe. Or, la Moldavie n'est ni monolingue, ni même bilingue, mais plurilingue. Le pays le plus

pauvre d'Europe doit réussir le tour de force d'intégrer toutes ses minorités, à savoir les Russes, les Ukrainiens, les Gagaouzes et les Bulgares, sans oublier les Juifs, les Polonais, les Biélorusses ou encore les Tatars. L'autonomie accordée aux Gagaouzes signifie-t-elle que l'entreprise est vouée à l'échec?

Une population tantôt minoritaire, tantôt majoritaire

Les passants interrogés dans les rues de Comrat, la capitale gagaouze, sont unanimes : la Moldavie est stable ; personne n'a intérêt à la voir éclater ; c'est elle qui garantit le droit à l'autodétermination obtenu de haute lutte par les Gagaouzes. Le gouvernement central ayant reconnu explicitement l'existence d'un «peuple gagaouze autonome sur le territoire de la République de Moldavie», cette population d'origine turque, plutôt querelleuse par le passé, exprime sa reconnaissance en faisant preuve de loyauté à l'égard de Chisinau.

«Le problème des minorités ne pourra pas faire éclater le pays, car tous les habitants appartiennent tantôt à la minorité, tantôt à la majorité, selon la région où ils se trouvent.» Telle est la logique simple d'un commerçant de Comrat, pour qui cet enchevêtrement ethnique est tout bonnement une réalité. Certes, la Gagaouzie est un «État dans l'État». Mais c'est aussi une région où vivent des



minorités bulgare, ukrainienne, russe et moldave. «La République de Moldavie prend au sérieux la minorité formée par les Gagaouzes, car la Gagaouzie autonome tient compte, de son côté, des minorités qu'elle abrite.»

«Seuls les Occidentaux posent de telles questions»

Reste à savoir comment vivent les minorités en Gagaouzie. Les Bulgares d'origine, par exemple? Hristo, enseignant dans le village de Kirsova où il représente aussi l'association des patriotes bulgares, est bien placé pour répondre: à Kirsova, on dit que les Bulgares vivent d'un côté du village et les Gagaouzes de l'autre, l'interminable rue Lénine servant de ligne de démarcation. Les oies, que cette frontière virtuelle n'impressionne pas, passent paisiblement d'un côté à l'autre. Et les habitants font de même. «Il n'y a pas de séparation», affirme Hristo. «Pratiquement tous les mariages sont inter-ethniques. Nous chantons les mêmes chansons et nos valeurs culturelles sont très semblables.»

Le fait d'être gagaouze ou bulgare relève plutôt d'un sentiment personnel et joue un rôle secondaire dans la vie quotidienne. De toute façon, la plupart des habitants parlent le russe: «Ici, nul n'a besoin de se redéfinir constamment en s'appuyant sur les différences. Seuls les Occidentaux posent de

telles questions», remarque Hristo. Et d'ajouter: «Nous sommes certes pauvres, mais nous vivons bien, grâce à ce qui nous unit.» Aux yeux de Hristo, il ne peut y avoir de mal à posséder de multiples racines: «La Gagaouzie est ma patrie, la Moldavie mon foyer et la Bulgarie le pays de ma langue.»

L'histoire? Un orage qui finit par passer

Deux rues plus loin, Maria Sicheli égraine des épis de maïs pour se nourrir et pour nourrir ses poules pendant l'hiver. Dans sa maison modeste mais bien tenue, elle montre les draps frais et les habits repassés qu'elle a prévus pour son dernier sommeil. Pour elle, ces préparatifs n'ont rien de morbide. Ils sont intégrés dans la vie quotidienne, d'autant que le village compte beaucoup de personnes âgées. Maria attend la mort et la mort l'attend. Elle fait partie de ces gens profondément attachés à leur village, mais que l'histoire a souvent obligés à tout recommencer: née à Kirsova du temps du royaume de Roumanie, Maria y a fréquenté l'école sous l'ère soviétique; plus tard, elle s'est plainte à l'État moldave de sa rente trop modeste et aujourd'hui, elle nourrit ses poules en Gagaouzie: «L'histoire est pleine d'imprévus. On s'endort dans un pays et on se réveille dans un autre, sans même quitter son lit. Mais les sacrifices ne changent pas.»

Malgré tous les soubresauts de l'histoire, on culti-



Marc Lettau (4)



ve la vigne, on plante du tabac et on élève du bétail depuis des générations dans les plaines de Gagaouzie. Les sécheresses de ces dernières années ont toutefois ruiné de nombreuses exploitations agricoles. Des sources se sont taries, des cultures ont séché sur pied, des débouchés se sont fermés. Pour se nourrir, il a fallu mener le bétail à l'abattoir. Aujourd'hui, l'un des objectifs de la politique économique extérieure de la Gagaouzie est de trouver des investisseurs afin de relancer l'élevage.

Les émigrés nourrissent le pays

En bien des endroits, la pauvreté saute aux yeux. À Vulcaniesti, morne bourgade dans la steppe du Boudjak, Elena Toporaj prend plaisir à ses devoirs scolaires. Refermant sa grammaire moldave, cette fillette bulgare de 8 ans récite une poésie gagaouze en souriant :

*Bân biüdüüm
Er gördüm pek çok
Ama bil, Bucak :
Sendân gözal — yok!*

Ce qui signifie en substance : « Il n'y a pas de contrée plus belle que le Boudjak ! » Dehors, il tombe pourtant des cordes. De la lessive est restée suspendue dans la cour. Rien ne sert d'aller la chercher, car la pluie a transformé le sol poussiéreux en borborygme. Dans la cuisine, la grand-mère est heureuse de voir Elena apprendre ses leçons : « Les enfants de notre pays ne seront pas réduits au silence. Ils connaissent toutes les langues ! » Elle-même parle russe et bulgare, mais ne comprend ni la grammaire moldave ni la poésie gagaouze. Mais où sont les parents d'Elena ? Ils vivent depuis des années à l'étranger : le père est maçon à Sotchi, la future métropole olympique russe ; la mère fait le ménage chez des nantis d'Istanbul. La famille d'Elena s'inscrit ainsi dans la norme de ce pays : les grands-mères veillent pendant des an-

nées sur des enfants qui grandissent sans leurs parents. Près d'une famille sur deux dépend financièrement des Moldaves émigrés, dont le nombre est estimé à 1,6 million. L'argent que ces derniers envoient chez eux représente officiellement 40 pour cent du produit intérieur brut de la Moldavie. S'ils nourrissent leur pays, les travailleurs émigrés s'en éloignent aussi de plus en plus : ils ont quitté une république qui parlait et pensait en russe ; ils reviendront dans une république dont la majorité des habitants parlent et pensent déjà en moldave.

Agir sans attendre

Mikhail Formuzal est aussi d'avis que l'émigration professionnelle représente « un sérieux problème, surtout à cause des enfants, confiés à des proches qui ne sont guère en mesure de les éduquer ». De ce fait, la Gagaouzie doit se charger de « nourrir correctement » de plus en plus d'enfants dans les cantines scolaires et elle a besoin d'un nombre croissant de crèches.

Selon le *bashkan*, cet exemple montre toutefois aussi que la Gagaouzie est consciente de ses problèmes et qu'elle utilise son autonomie pour trouver des solutions. Joignant le geste à la parole, il présente un catalogue de 115 projets de développement élaborés avec l'appui de la Fondation Soros. Mais la Gagaouzie n'entend pas seulement attendre les propositions de donateurs qui pourraient venir s'égayer dans ces contrées : « Nous ne travaillons pas comme dans un kolkhoze qui ne récolte rien pendant quarante ans. Faites-le savoir chez vous. » ■

**Marc Lettau est rédacteur au quotidien bernois « Der Bund ». Il se rend régulièrement en Moldavie.*

(De l'allemand)

L'unité mise à l'épreuve

Peu après la proclamation de l'indépendance, en 1991, l'unité de la Moldavie a été mise à rude épreuve. Nombre de minorités ethniques se sont violemment opposées à la majorité roumanophone qui revendiquait un rattachement du pays à la Roumanie. En 1992, la sécession de la Transnistrie, région à majorité russophone située à l'est du fleuve Dniestr, a même fait couler le sang : 1000 morts, 100 000 déplacés internes et un problème qui n'est toujours pas résolu. En revanche, la résistance des Gagaouzes et des Bulgares d'origine a débouché sur des solutions pacifiques : en 1994, les Gagaouzes ont été autorisés à former un « territoire autonome », tandis que la région méridionale de Taraclia, à majorité bulgare, a reçu le statut de rayon (unité administrative indépendante).

La Suisse et la Moldavie

Les succès de l'aide humanitaire ont préparé le terrain

(bf) La Suisse soutient le pays le plus pauvre d'Europe depuis 2000. Jusqu'en 2008, elle a mis l'accent sur l'aide humanitaire, qui s'est ensuite retirée. Durant ces neuf années, elle a obtenu des résultats remarquables: des homes et des cliniques psychiatriques ont été rénovés, une aide d'urgence a été fournie dans des situations de crise et des institutions sociales ont reçu du lait en poudre. De surcroît, l'aide humanitaire a jeté les bases du programme d'adduction d'eau réalisé par la DDC dans les régions rurales de la Moldavie. Ce programme sera désormais pris en charge par la coopération bilatérale.

La Suisse s'est acquise une excellente réputation qui facilite grandement la poursuite de ses activités en Moldavie. Sa nouvelle stratégie, couvrant la période 2010-2013, accorde la priorité aux domaines de l'eau et de la santé. Pour 2010, le budget global de la coopération suisse en Moldavie se monte à 6,2 millions de francs.

Décentraliser les systèmes d'eau

Dans le domaine de l'eau, la Suisse collabore étroitement avec la coopération autrichienne au développement, l'Union européenne et la Banque mondiale. Compte tenu de son intense engage-

ment par le passé et des résultats qu'elle a déjà obtenus dans ce secteur, la Suisse préside le groupe des donateurs consacré à l'eau. C'est là une véritable consécration de son travail. Pour l'heure, des discussions sont en cours avec le nouveau gouvernement moldave en vue d'assouplir, c'est-à-dire de décentraliser, la gestion des systèmes d'eau potable.

À l'avenir, il est prévu d'accorder une plus grande attention au traitement des eaux usées. Cela permettra d'offrir aux zones rurales une solution globale pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Jusqu'ici, on a installé chaque année trois ou quatre réseaux d'eau potable et d'évacuation des eaux usées dans des districts ruraux. Désormais, cette dynamique passera à l'échelon régional. Il s'agit de renforcer les capacités des autorités locales et régionales, afin qu'elles puissent mettre en place et gérer ces projets de manière autonome. «C'est là un processus passionnant que nous venons d'amorcer», note Hynek Bures, chargé de programme pour la Moldavie à la DDC.

Moderniser les services d'urgence

Dans le domaine de la santé, l'aide humanitaire a également préparé le terrain à l'engagement actuel de la coopération suisse. Elle s'est concentrée sur la santé des mères et des nouveau-nés, avec des activités comprenant la fourniture d'appareils à ultrasons, la formation du personnel ou encore la sensibilisation des jeunes femmes et des futurs parents. Depuis début 2009, le programme a été étendu à la pédiatrie, c'est-à-dire à la santé des enfants de moins de 5 ans. Il vise en premier lieu à moderniser les services d'urgence des hôpitaux, en les équipant par exemple d'appareils respiratoires. De leur côté, les établissements bénéficiaires se chargent de rénover les locaux concernés.

Les activités comprennent également un soutien à la réforme nationale des soins de santé mentale. La Suisse est l'unique donateur bilatéral qui intervient dans ce domaine en Moldavie. Il s'agit en particulier d'aider les partenaires locaux à mettre en place de nouvelles normes et à décentraliser au niveau communal l'offre de prestations psychiatriques. ■



Enfin, les Moldaves protestent



Denis Cenusă, 27 ans, est diplômé en sciences politiques de l'Université d'État de Moldavie. Ardent défenseur des droits de l'homme, il travaille à titre bénévole au sein de diverses organisations internationales, comme la section moldave d'Amnesty International ou l'Organisation internationale pour les migrations. Il possède son propre blog à l'adresse www.cenusadi.wordpress.com. De 2005 à 2008, il a été assistant de recherche au centre indépendant d'analyses Expert-Group. À ce titre, il a rédigé une publication sur le renforcement de la société civile dans le processus d'intégration européenne et a participé à l'élaboration du rapport 2008 sur la situation en Moldavie ainsi qu'à d'autres projets. Depuis l'an dernier, Denis Cenusă est rédacteur en chef du portail Internet www.europa.md.

Ni les réseaux des organisations non gouvernementales actives dans le pays, ni les acteurs de la société de l'information ne sont jusqu'ici parvenus à affranchir la population moldave de son fatalisme communiste. Leur faible capacité à influencer le comportement et la pensée des gens en dit long sur le délabrement et l'anachronisme de tout le système. Il n'est donc pas surprenant que l'apathie générale ait pesé lourd sur les premières élections de 2009, qui se sont tenues début avril.

Quelques Moldaves émigrés sont pourtant parvenus à attirer l'attention de l'opinion publique nationale sur ces élections parlementaires. Car il faut savoir que les membres de la diaspora et les habitants restés au pays entretiennent des liens étroits, non seulement émotionnels mais également financiers. Cependant, les émigrés ne se sont pas contentés d'envoyer de l'argent chez eux. Ils ont aussi transféré des valeurs immatérielles telles que la capacité d'intégration, l'initiative individuelle et le courage civique.

Consciente de la situation et souvent animée par des motivations politiques, la jeunesse moldave a aussi pris des initiatives et exprimé son avis. Avant et pendant la campagne électorale, indépendamment de leur appartenance ethnique et de leur langue maternelle, les jeunes n'ont pas hésité à dénoncer les errements et les manquements du gouvernement communiste.

Ce nouvel engagement civique a ébranlé le système politique. Mais ce n'est qu'un premier pas, car il reste à revoir en profondeur les modes de pensée et de comportement de la population moldave pour qu'elle devienne une véritable société civile.

De larges portions de la population ont accueilli avec soulagement la décision des communistes de se retirer du gouvernement. À vrai dire, ce sentiment est dangereux, car les nouvelles élections, organisées en juillet, n'ont pas débouché sur une victoire éclatante de la démocratie face à l'autoritarisme. La coalition libérale démocrate n'est pas parvenue à neutraliser durablement la machine de propagande contrôlée et soutenue par le Parti communiste. L'attitude positive de la majorité de la population envers l'alliance des partis pro-européens pourrait toutefois conforter la volonté d'adhérer à l'Union européenne. Tout dépend maintenant du succès des divers plans et initiatives que les libéraux démocrates entendent mettre en œuvre avec leurs partenaires internationaux, avant tout européens.

Pour l'heure, la population est partagée entre deux sentiments contraires : d'une part, la joie trompeuse engendrée par l'affaiblissement des communistes ; d'autre part, un mécontentement latent. En effet, alors que les citoyens ressentent durement les effets de la crise économique et de l'incurie communiste, le gouvernement les tient à l'écart des grandes décisions, foulant ainsi au pied les principes démocratiques. Cette manière de faire ne peut que renforcer le conformisme qui transparaît dans le caractère postsoviétique de nombreux Moldaves et dans leur perception – ou absence de perception – des devoirs civiques.

Dans les faits, ce phénomène se concrétise par les protestations des rentiers, notamment contre la suppression de la gratuité des trajets sur présentation d'une pièce d'identité. À leurs yeux, ce changement relève d'une campagne menée par les libéraux démocrates contre les retraités ou les « vétérans de l'ère soviétique ». Selon les manifestants, de telles mesures ne visent pas à établir un équilibre social en respectant la dignité humaine.

Une chose est sûre : le gouvernement doit tenir compte des situations dénoncées par la société et proposer des solutions pour y remédier, tout en veillant à respecter les droits de l'homme. Par ailleurs, le développement de la Moldavie dépendra beaucoup des conditions que l'Union européenne lui imposera et de son degré d'intégration dans la politique européenne de voisinage. ■

(Du roumain)





Vers une plus grande cohérence des politiques

Dans les débats sur la hausse de l'aide suisse au développement, on a régulièrement entendu affirmer que c'est la qualité de l'aide qui est déterminante, et non sa quantité. En vérité, ces deux facteurs doivent être réunis pour obtenir des résultats. Car c'est bien l'efficacité de l'aide qui prime en fin de compte.

Les examens auxquels l'OCDE soumet tous les quatre ans la politique de développement pratiquée par ses membres constituent des repères essentiels à cet égard, notamment parce qu'ils permettent de faire des comparaisons internationales. Celui consacré à la coopération suisse a été publié fin 2009. Il se base sur des investigations et des auditions menées en Suisse ainsi que sur une analyse de nos programmes au Nicaragua et en Albanie.

Le rapport de l'OCDE est très positif, mais il signale aussi des points à améliorer. Il confirme la qualité de la coopération au développement, de l'aide humanitaire ainsi que de la coopération de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) avec l'Europe de l'Est. Il met en évidence un travail de proximité, axé sur la lutte contre la pauvreté. La Suisse est un donateur exemplaire pour les organisations de développement internationales, car ses contributions ne sont pas liées à toutes sortes de conditions tatillonnes – ce qui favorise l'efficacité.

Ce rapport comporte aussi des recommandations critiques: le volume de l'aide n'atteint pas le niveau que l'on peut attendre d'un des pays les plus riches du monde. Néanmoins, la décision prise par le Parlement de faire passer l'aide à 0,5% du revenu national brut d'ici 2015 a eu des échos positifs sur la scène internationale.

La coopération suisse tend à se disperser entre un nombre excessif de secteurs et de thèmes différents. Ce constat est juste. Seule une concentration bien ciblée de notre profil thématique permettra d'améliorer l'impact de notre travail et de coordonner plus étroitement nos champs d'action bilatéraux et multilatéraux.

La recommandation la plus difficile à mettre en œuvre est celle de la cohérence des politiques. La politique de développement va au-delà de l'aide proprement dite. Il s'agit de promouvoir le développement et la lutte contre la pauvreté dans une optique globale. Les activités de la DDC et du Seco ne sont pas les seules qui comptent. Les choix politiques faits par la Suisse en matière de commerce, d'agriculture, de finance, de brevets ou de recherche scientifique ont également des incidences sur le potentiel de développement des pays pauvres. Assurer une cohérence entre ces différentes politiques est une tâche ardue, mais essentielle – pour la Suisse comme pour bon nombre d'autres pays donateurs.

La réorganisation de la DDC – qui visait précisément une ouverture aux autres domaines – est un pas dans la bonne direction. Mais une chose est plus importante encore: la société suisse doit reconnaître que nous vivons dans un seul monde et que notre propre avenir dépend des chances de survie des pays et des populations pauvres. ■

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)



Sven Torfinn/af

Beaucoup de massacres, peu de condamnés

En 1994, durant les trois mois qu'a duré le génocide au Rwanda, des milliers de Hutus ont massacré entre 800 000 et un million de Tutsis. Le Tribunal pénal international, instauré par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a jugé à ce jour 29 coupables. L'an dernier, un bilan provisoire a été dressé à Genève.

(mr) Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) devrait fermer ses portes à fin 2010. Cette instance, créée en novembre 1994 par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, a pour mandat de juger les personnes qui ont participé au génocide perpétré au Rwanda ou qui ont commis d'autres violations graves du droit international humanitaire.

Le siège du TPIR a été établi à Arusha, en Tanzanie, tandis que sa Chambre d'appel se trouve à La Haye (Pays-Bas). Quel aura été l'apport de cette juridiction ? A-t-elle véritablement contribué à la réconciliation entre les Hutus et les Tutsis, comme cela avait été prévu à l'origine ? Pour dresser un bilan provisoire, un colloque s'est tenu en août 2009 à Genève sous le titre « TPIR : modèle ou contre-modèle pour la justice pénale internatio-

nale ? Le point de vue des acteurs ». Il a réuni une cinquantaine de personnes ayant travaillé pour le tribunal ou collaboré avec lui : juges, procureurs, avocats, témoins, victimes, experts et journalistes. Financé par la DDC, ce colloque était organisé par l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, ainsi que par l'Institut d'études du développement économique et social, à Paris.

Tribunal critiqué

« Comme on pouvait s'y attendre, la principale critique adressée au TPIR a porté sur sa poursuite unilatérale des responsables du génocide », constate Didier Douziech, chargé de programme à la DDC pour la région des Grands Lacs. Les avocats de la défense, en particulier, ont reproché au TPIR

d'être devenu un « tribunal des vainqueurs » : selon eux, l'accusation n'a guère inquiété les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), coupables de crimes de guerre, et s'est concentrée presque exclusivement sur les Hutus responsables du génocide.

Cette critique est parfaitement justifiée. Il convient toutefois de rappeler que le gouvernement rwandais a bloqué les tentatives visant à poursuivre également les crimes commis par des membres du FPR. L'actuel chef de l'État, Paul Kagamé, est l'ancien leader du FPR. C'est sous sa conduite que le mouvement rebelle tutsi a mis fin au génocide durant l'été 1994 et qu'il a massacré à cette occasion plusieurs dizaines de milliers de Hutus, comme l'ont dénoncé des enquêteurs de l'ONU et des organisations des droits de l'homme. Carla Del Ponte, l'ancienne procureure générale du TPIR, a essayé à plusieurs reprises d'ouvrir aussi des dossiers sur les Tutsis du FPR coupables de crimes de guerre. Mais ses efforts ont échoué, faute de coopération de la part du président Kagamé.

On a également critiqué la lenteur des procédures et la durée de la détention préventive. Certains accusés ont passé jusqu'à dix ans en prison dans l'attente de leur procès. Une pratique que certains experts présents au colloque ont qualifiée d'incompatible avec le droit international. Autre sujet de critique : les coûts du TPIR, jugés excessifs.

Des larmes de soulagement

Le journaliste Thomas Kamilindi a témoigné du soulagement qu'une victime peut ressentir lorsque la justice est rendue. Il avait échappé de justesse à un massacre perpétré par les milices hutues : « Je voyais ces tueurs comme des dieux, je veux dire des dieux du mal, donc des intouchables. Quand le jugement est tombé contre l'un de ceux qui avait envoyé ses tueurs à l'Hôtel des Mille Collines, où j'étais réfugié, j'ai pleuré d'émotion. J'étais comme libéré de quelque chose que je ne peux pas décrire. »

De l'avis général des participants au colloque, le principal mérite de ce tribunal est qu'il a tout de même permis d'arrêter et de juger quelques-uns des « cerveaux » du génocide. C'est là un point essentiel pour le processus de réconciliation nationale. Le TPIR a prononcé en décembre 2008 un de ses jugements sans doute les plus importants : le colonel Théoneste Bagosora, directeur de cabinet au ministère de la défense et principal responsable du massacre des Tutsis, a été reconnu coupable de génocide et condamné à la réclusion à perpétuité. La cour a infligé la même peine à deux de ses complices : le lieutenant-colonel Anatole Nsengiyumva, commandant de la région militaire



Sven Torfinn/leif

de Gisenyi, qui avait ordonné (après en avoir discuté avec Bagosora) le massacre de tous les Tutsis du district, et le major Aloys Ntakabuze, commandant des commandos de parachutistes. Au cours des quinze dernières années, le TPIR a inculpé nonante responsables du génocide. À ce jour, 29 accusés ont été définitivement condamnés et six ont été acquittés. Le tribunal a traité 34 cas en première instance et 21 en seconde instance. Divers procès se poursuivront au moins jusqu'à fin 2010. On ne sait pas encore s'ils seront ensuite transférés à des juridictions nationales. ■

(De l'allemand)

Le génocide

Au cours du printemps 1994, entre 800 000 et un million de personnes, en majorité des Tutsis mais aussi des Hutus modérés, ont été systématiquement massacrées au Rwanda. Ce génocide résultait d'un conflit larvé entre les deux principales ethnies du pays, qui durait depuis des décennies. L'élément déclencheur a été l'attentat perpétré contre le président hutu Juvénal Habyarimana : son avion a été abattu par un missile le 6 avril 1994, au moment où il s'apprêtait à atterrir sur l'aéroport de Kigali. Les milices hutues radicales ont imputé cet assassinat à la minorité tutsie et appelé à la vengeance.

Rajeunir et féminiser la recherche



Nick Hannes/Reporters/laif

Former des réseaux

Le réseautage constitue un facteur essentiel pour la mise en œuvre du RRPP. Il s'agit d'établir des contacts entre scientifiques par-delà les frontières, notamment pour favoriser la coopération régionale qui a tant de peine à s'instaurer sur le plan politique. C'est aussi pour quoi le RRPP organise chaque année une conférence. La première s'est tenue en 2009 à Ohrid (Macédoine) sur le thème « Idéologie, démocratie et changement social dans les Balkans occidentaux : les défis posés aux sciences sociales ». La prochaine conférence se déroulera en Albanie. Le programme soutient également des réseaux nationaux coordonnés par des groupes de travail locaux. « Le but est de former des réseaux de recherche en sciences sociales qui couvrent l'ensemble des Balkans occidentaux », explique Ralph Friedländer, de la section Balkans occidentaux à la DDC. Le RRPP finance en outre des cours de méthodologie de la recherche et la participation à d'importantes conférences scientifiques. www.rpp-westernbalkans.net

Pour mener à bien leurs processus de réformes, les pays des Balkans occidentaux ont besoin de compétences spécialisées en journalisme, en sciences politiques, en ethnologie et en sociologie. Mais ces apports ne seront utiles que si la recherche et l'enseignement de leurs universités correspondent aux besoins actuels. La Suisse soutient un projet dans ce sens.

(mr) Le but est ambitieux : le Regional Research Promotion Programme (RRPP) veut renforcer les capacités de recherche en sciences sociales dans les Balkans occidentaux – Albanie, Bosnie et Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie. Il s'agit de hisser ces disciplines au niveau scientifique qui est celui de l'Europe occidentale. « Jusqu'à présent, les universités des Balkans occidentaux ont souvent négligé les sciences sociales. Or, celles-ci sont essentielles pour gérer les conséquences des processus actuels de transformation et de modernisation. Ces disciplines sont en effet à même de proposer des réformes nécessaires et de mettre en évidence les répercussions des mesures politiques qui ont été prises », explique Roger Pfister, conseiller de l'équipe chargée du projet. Le RRPP, financé par la DDC, est dirigé depuis juillet 2008 par l'Institut interfacultaire de l'Europe centrale et orientale de l'Université de Fribourg.

Les vieux crocodiles

Ce programme vise à encourager en priorité les jeunes et les femmes. En effet, les structures uni-

versitaires sont encore largement dominées par des hommes plutôt âgés qui appartiennent à la vieille école. Le RRPP adopte par ailleurs une approche dite ascendante : on commence par définir des thèmes généraux dans lesquels les scientifiques de la région reconnaissent qu'ils ont des retards ; puis on soutient des travaux de recherche dans les domaines correspondants.

Le financement de projets de recherche est un élément central du programme. En 2008, une première mise au concours a été lancée en Bosnie et Herzégovine ainsi qu'en Macédoine. Elle a abouti à l'approbation de sept projets qui portent aussi bien sur des thèmes politiques que sur le rôle des médias, par exemple, ou encore sur la coopération économique. La deuxième mise au concours, en juin 2009, s'adressait aux scientifiques d'Albanie et du Kosovo. Quelque nonante requêtes ont été déposées. On donnera la préférence à des projets impliquant des groupes de chercheurs transnationaux afin de promouvoir la coopération régionale. ■

(De l'allemand)

Secouristes suisses à Padang

(bmd) Le 30 septembre dernier, un violent séisme a dévasté Padang, une ville de 750 000 habitants sur la côte occidentale de l'île de Sumatra. Il a fait plus de 1100 morts et provoqué l'effondrement de nombreux bâtiments. La Suisse a répondu très rapidement à la demande d'aide internationale lancée par l'Indonésie. Dès le 2 octobre, 115 spécialistes de la Chaîne suisse de sauvetage étaient à pied d'œuvre. Une unité médicale a apporté des soins aux blessés et veillé à leur évacuation. Une équipe de recherche, accompagnée de 18 chiens de sauvetage, a fouillé huit sites pour retrouver des personnes ensevelies sous les décombres. Malheureusement, ces travaux n'ont permis de dégager que des corps sans vie, ce qui est toutefois très important pour que les familles puissent commencer leur travail de deuil.

L'intervention s'est déroulée dans des conditions climatiques et opérationnelles difficiles. Les membres de la Chaîne de sauvetage ont quitté l'Indonésie le 5 octobre. Cependant, quatre experts du Corps suisse d'aide humanitaire sont restés sur place, afin de poursuivre les secours d'urgence et l'aide à la survie. Ils sont rentrés en Suisse le 18 octobre, après avoir fourni à un hôpital un kit médical couvrant les besoins de 10 000 patients pour une période de trois mois. Par ailleurs, la Suisse a remis aux personnes dans le besoin 4000 bâches en plastique, 2000 trousses de produits d'hygiène, 3200 contenants pour l'eau potable et une grande quantité d'outils. La distribution a été effectuée en étroite collaboration avec les autorités locales. La plupart de ces produits, dont la valeur atteint plus de 100 000 francs, ont été achetés en Indonésie.

L'économie politique au service du développement

(drn) L'expérience montre que la seule analyse des processus économiques ne suffit pas à asseoir une politique et à soutenir des réformes dans les pays en développement ou en transition. L'analyse des équilibres de pouvoirs, des intérêts particuliers et des motivations idéologiques ou religieuses – en d'autres termes, la politique – est au moins aussi pertinente. L'économie politique (*political economy*) offre un modèle d'analyse équilibré. Elle fournit des moyens pour évaluer les éléments économiques et politiques d'un processus de réforme. Les instruments de l'économie politique permettent de mieux connaître les parties prenantes, les bénéficiaires et les victimes du changement. Le réseau Économie politique et développement (PED) de la DDC se propose de développer une base d'échange d'expé-

riences et de savoirs. L'utilisation des instruments de l'économie politique permet de mieux ajuster les stratégies de coopération aux réalités et de mieux soutenir les réformes et la transition. Le réseau PED couvre aussi des thèmes spécifiques importants pour la DDC : gestion des finances publiques ; politique fiscale et taxation ; lutte contre la corruption. Toutes ces questions sont particulièrement sensibles à l'équilibre entre raison et pouvoir.

Au fait, qu'est-ce que la gestion du savoir ?

(bf) La gestion du savoir est une stratégie qui consiste à transmettre en temps utile les connaissances appropriées aux personnes qui en ont besoin. Elle doit contribuer à partager le savoir (par exemple au sein de réseaux) et à le mettre en pratique. L'objectif réside dans l'amélioration des prestations et l'augmentation de l'efficacité. La gestion du savoir passe par la création d'une culture de l'échange et de l'acquisition de connaissances. Elle a pour principaux critères l'apprentissage permanent, la capacité de s'adapter à des conditions et à des enjeux nouveaux, la remise en question de pratiques établies (y compris des programmes, des processus et des structures organisationnelles). Cette démarche met en lumière le fait que le savoir – qui se situe en général dans la tête des gens – est une ressource à part entière.

Contrairement à ce qui se passe dans une entreprise conventionnelle, un des principaux défis à relever par une agence de développement est de consolider non seulement le savoir de son propre personnel, mais aussi celui qui se trouve dans les pays d'intervention : on pense, par exemple, aux techniques agricoles locales, connues des paysans, ou au savoir des organisations de développement présentes sur le terrain. Les projets et programmes de la coopération au développement s'orientent sur

les connaissances et les points de vue des bénéficiaires, depuis l'étude préliminaire jusqu'à l'évaluation des résultats. En d'autres termes, la gestion du savoir dans la coopération vise essentiellement à renforcer les ressources des populations concernées ; elle contribue ainsi à l'autonomie des groupes défavorisés.



Jens Grossmann / aif

Quand le donateur plie bagage



Alejandro Balaguer / Redux/af



À la fin de l'année dernière, la DDC a fermé son bureau de coopération à Quito, en Équateur. D'ici 2012, elle se retirera également de quatre autres pays jusque-là prioritaires. Un départ qui ne signifie toutefois pas nécessairement la cessation de toute aide à ces États. De Gabriela Neuhaus.

L'Inde, le Pakistan, le Pérou, l'Équateur et le Bhoutan ne feront désormais plus partie des pays prioritaires de la coopération suisse au développement. Durant plus de trente ans, la DDC a participé à la lutte contre la pauvreté dans ces pays. Son départ est lié à la nécessité de concentrer l'effort de coopération : l'argent ainsi libéré profitera aux programmes des douze pays qui restent prioritaires (voir *Un seul monde* 2/2009).

La DDC justifie ces décisions par des critères qui relèvent de sa politique de développement – sauf pour le Pakistan, que le Conseil fédéral a rayé de la liste des pays prioritaires, contrairement à la recommandation du DFAE. « La situation est différente dans chacun de ces cinq pays, de sorte que la stratégie de sortie l'est aussi », confie Jürg Benz, chef suppléant du domaine Coopération régionale à la DDC.

L'Équateur n'est plus pauvre

En Équateur, le processus de retrait progressif a duré presque quatre ans. Durant cette période, les organisations partenaires ont été préparées à un avenir sans le soutien de la Suisse. « Pour chacun des projets en cours, nous avons renforcé les capacités de nos partenaires locaux et fait en sorte que les expériences acquises en quarante années de coopé-

ration puissent être capitalisées », explique Jürg Benz. Le niveau actuel de son développement faisait de l'Équateur un candidat naturel au changement de statut : avec un revenu annuel d'environ 3500 dollars par habitant, il y a longtemps que ce pays andin ne compte plus parmi les plus pauvres de la planète ; selon la DDC, il est en mesure d'atteindre par ses propres moyens les Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'organisation suisse de développement Swissaid voit les choses différemment et poursuit son engagement en Équateur. « Dans les six provinces de montagne où nous travaillons, on compte jusqu'à 90 pour cent d'habitants qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté », souligne Franziska Theiler, chargée des programmes en Équateur. Swissaid consacre environ 1,1 million de francs par année au soutien de communautés paysannes dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau ou le développement institutionnel. Ces projets ne sont pas directement menacés par le retrait de la DDC, mais Swissaid regrette tout de même la fermeture du bureau de coopération à Quito : « Il est dommage que la DDC quitte l'Équateur, notamment parce que les organisations suisses actives dans ce pays perdent ainsi un interlocuteur important », ajoute Franziska Theiler.



Richard Falco/Redux/laif

Ce départ a par contre de sérieuses répercussions sur Intercooperation, dont le siège principal pour l'Amérique latine était jusque-là basé en Équateur: cette organisation suisse de développement travaille en majeure partie sur mandat de la DDC; elle se voit donc contrainte de réduire et d'adapter son engagement dans ce pays – comme elle a déjà dû le faire en Inde.

Précieux partenariats

«Le besoin d'aide reste important dans des domaines spécialisés, comme le développement communautaire ou la promotion des petites entreprises rurales», constate Felix von Sury, directeur d'Intercooperation. Mais cette organisation, comme Swissaid, n'est pas opposée au principe de la concentration de l'aide.

Pour être efficace, la coopération suisse doit utiliser de manière ciblée les moyens limités dont elle dispose. Cependant, les avis divergent dès lors qu'il s'agit de dire concrètement où et quand ces ressources doivent être engagées. Felix von Sury regretterait que l'on abandonne toute activité dans les pays qui cessent d'être prioritaires, alors qu'il y a suffisamment d'argent disponible pour lancer de nouveaux programmes dans des pays comme Cuba ou la Mongolie: «C'est faire preuve de myopie que de dire 'nous avons été présents durant quarante

ans, maintenant ça suffit'. Pendant tout ce temps, nous avons mis en place des réseaux et constitué de précieux partenariats, qui produisent aujourd'hui beaucoup d'effets avec des moyens relativement modestes. Une fois que le fil est rompu, on ne peut plus le renouer.» La Suisse s'est profilée jusqu'à présent par son engagement à long terme et par les liens étroits de partenariat qu'elle a tissés avec les acteurs locaux. Et l'aspect financier n'a pas joué un rôle primordial à cet égard. Pour les organisations du Sud, ce qui compte le plus, ce sont souvent des facteurs tels que le transfert de connaissances, les échanges d'expériences, la reconnaissance et la sécurité.

S'en aller, oui mais...

Dans aucun des cinq pays concernés, le retrait de la Suisse n'est aussi définitif qu'en Équateur. Le Pérou verra s'achever fin 2011 les programmes classiques de lutte contre la pauvreté, réalisés par la DDC, mais il deviendra un nouveau pays prioritaire du Secrétariat d'État à l'économie (Seco). À ce titre, il bénéficiera d'un soutien accru dans les domaines des infrastructures et de la promotion économique. Par ailleurs, la DDC restera présente avec des projets relevant du programme global Changement climatique.

En Inde, le programme prioritaire de la Suisse se

Le retrait de la coopération suisse est plus radical en Équateur (tout à gauche) que n'importe où ailleurs. Au Pérou (au centre), les programmes classiques feront place à un soutien accru dans les domaines des infrastructures et de la promotion économique. L'Inde, quant à elle, continuera à bénéficier du programme global Changement climatique.

Bhoutan: un engagement à reconsidérer

«Au Bhoutan, nous avions un programme de grande envergure et très efficace», déclare Franz Gähwiler, chef de projet chez Helvetas. Cette organisation de développement a mis en œuvre une grande partie des projets et des programmes de la DDC au Bhoutan, pays prioritaire de la coopération suisse de 1983 à 2006. Remo Gesù, responsable des programmes internationaux chez Helvetas, résume ainsi les synergies qui ont particulièrement bien fonctionné dans ce petit pays: «Alors que nous travaillons essentiellement sur le terrain, la DDC fait valoir ses principes thématiques au niveau de la politique nationale.» Les progrès réalisés avaient conduit la DDC et Helvetas à envisager un retrait du Bhoutan. Mais la question sera reconsidérée: les premières élections organisées dans le royaume, en 2008, ont ouvert la voie à la démocratisation; la Suisse, partenaire de longue date et modèle de démocratie, pourrait accompagner ce processus et contribuer à le consolider.

Au Pakistan, un programme régional suisse compensera en partie le retrait de l'aide bilatérale. Il mettra l'accent sur la sécurité humaine et la résolution de conflits.



The New York Times / Redux / Ifaif

Redistribution de l'argent disponible

La concentration géographique de l'aide consentie par la DDC a pour conséquence la réaffectation d'environ 45 millions de francs par année. Le budget de la coopération au développement avec le Pakistan, qui totalisait 15 millions de francs en 2008, tombera à zéro dès 2013. En 2008, la DDC consacrait encore 7 millions à l'Équateur, 8 au Pérou, 13 à l'Inde et 3 au Bhoutan. Ces montants viendront étoffer les budgets des douze pays qui restent prioritaires, en particulier ceux d'Amérique centrale, le Burkina Faso, le Mozambique et la Tanzanie, où l'engagement accru de la DDC compensera la réduction du programme du Seco.

terminera fin 2010. Compte tenu de son poids croissant sur la scène internationale, ce pays ne veut plus d'une coopération bilatérale classique avec de petits bailleurs de fonds tels que la Suisse. Selon Hansruedi Pfeiffer, de la section Asie du Sud à la DDC, la lutte contre la pauvreté reste indispensable en Inde – où des millions de gens vivent toujours au-dessous du seuil de pauvreté – et elle se poursuivra même sans le soutien de la Suisse: «Nous n'aurions pas fait correctement notre travail si notre coopération n'avait pas renforcé l'autonomie de nos partenaires et influencé positivement leur focalisation sur la pauvreté.»

Le départ de la Suisse laissera tout de même des traces, par exemple sur Basix, une institution indienne de microfinance qui aide des centaines de milliers de pauvres. Privée de l'appui de la DDC en tant que partenaire international et bailleur de fonds, cette organisation craint de ne plus avoir le même potentiel de croissance et d'innovation.

Coopération avec l'Inde sur le climat

Cependant, la fin du programme prioritaire ne signifie pas que la DDC cessera complètement son travail en Inde. Après 2012, elle allouera chaque année 5 à 10 millions de francs à des projets relevant pour la plupart du programme global Changement climatique. «L'Inde reste un partenaire important pour la Suisse et, à l'avenir, nous chercherons davantage à coopérer avec elle sur un pied d'égalité», souligne Jürg Benz. L'intérêt ne sera plus centré sur le sort des populations défavorisées et sur

des mesures directes visant à améliorer leurs conditions de vie. Il s'agira plutôt de renforcer le dialogue et des projets concrets dans le domaine du climat, compte tenu du rôle de l'Inde dans la politique climatique mondiale – laquelle revêt une importance cruciale pour les pays et les populations les plus pauvres. Cette forme de coopération viendra compléter d'autres aspects de la politique étrangère suisse à l'égard de l'Inde, notamment la promotion des échanges scientifiques ou le renforcement des relations commerciales.

Au Pakistan, la fin du programme prioritaire bilatéral se trouve partiellement compensée par le programme régional «Hindu Kush». Celui-ci est doté d'un budget annuel de 5 millions de francs, ce qui représente un tiers des moyens disponibles jusqu'ici. Concentré sur les provinces frontalières du Pakistan et de l'Afghanistan, il sera consacré à la sécurité humaine et à la résolution de conflits. «L'importance géopolitique de cette région est telle que la Suisse se doit d'apporter une contribution dans ce domaine», explique Jürg Benz pour justifier la réorientation du travail de la DDC dans le cadre de la lutte internationale contre le terrorisme en Afghanistan et au Pakistan. ■

(De l'allemand)

La paix passe par la coopération

Les habitants de mon pays, le Kosovo, ont été témoins, dès leur plus jeune âge, des événements qui ont marqué le sud-est de l'Europe au cours des dernières décennies. Ils ont vécu le bouleversement des valeurs humaines et civiques ainsi que l'affrontement entre différentes conceptions du monde.

Cette même population a prouvé que, y compris dans les moments les plus difficiles, les êtres humains sont capables de s'entraider et de faire preuve de solidarité. Ils trouvent les moyens de s'organiser, de relever les défis avec courage et de sortir victorieux des épreuves, tout en ayant acquis une profonde expérience de la vie.

Les événements du passé récent ont également montré que les gens peuvent avoir des comportements irrationnels, qu'ils ne sont pas toujours en phase avec les valeurs modernes d'intégration qui sont celles de l'Europe et du monde. Nous pouvons tirer parti des expériences de cette période pour élaborer des structures, des projets et des relations qui serviront à apprendre les valeurs humaines, à accepter

les changements, à reconnaître la nécessité de promouvoir et de cultiver le respect réciproque et la paix dans cette partie de l'Europe. Il n'y a rien de plus beau et de plus simple que d'apporter ce message de paix aux jeunes générations. Le meilleur moyen d'y parvenir est la coopération, celle des médias en particulier.

Au Kosovo, cette tâche est assumée par le Human Rights Radio Network, qui relie les radios locales les plus écoutées des différentes régions du pays, en associant tous les groupes ethniques (albanais, serbes, turcs et roms). Ce réseau multiethnique a été créé à l'initiative des radios elles-mêmes. Il est un bon exemple de ce que l'on peut faire pour promouvoir la cohabitation et la collaboration entre journalistes albanais, serbes, turcs et roms sur des thèmes ou des événements qui mettent en relief les aspects foncièrement positifs de notre histoire. Cela prend la forme de débats ouverts, de dialogues, d'événements liés à la vie sociale et quotidienne, le tout dans un climat de tolérance et de liberté médiatique.

En fin de compte, la paix est un état de sérénité et d'harmonie qui contribue à améliorer la santé de tout un chacun. Il s'agit maintenant de construire l'avenir des générations montantes, afin qu'elles n'aient pas un jour à affronter les mêmes problèmes que nous. C'est une motivation à poursuivre nos efforts. Il nous incombe, avec l'aide des médias, de tracer le chemin des populations balkaniques vers la réconciliation. Car la paix commence par l'intégration et la coopération.

C'est pourquoi nous ne voulons pas exiger la paix ou ne jurer que par elle. Nous entendons au contraire nous engager de manière concrète et constante, dans notre travail journalistique, en faveur de l'entente réciproque. Dans l'espoir qu'un jour, plus personne ne doutera de son existence réelle: la paix est possible; elle se réalisera lorsque les gens auront appris à vivre côte à côte et à travailler ensemble. ■

(De l'albanais)



Ekrem Çitaku est né il y a 32 ans à Pristina, la capitale du Kosovo. C'est dans cette ville qu'il vit encore aujourd'hui, cumulant un emploi de dentiste dans une clinique privée et la direction d'une station de radio. «Ces activités sont mes deux passions dans la vie», affirme-t-il. Ekrem Çitaku pratiquait déjà le journalisme pendant ses études de médecine. En 2000, il a fondé *Radio Vala Rinore* (les ondes de la jeunesse) qui est actuellement la station la plus populaire de Pristina. En 2005, il a également créé le Human Rights Radio Network, un réseau multiethnique et plurilingue auquel participent neuf stations de diverses communautés, basées dans toutes les régions du Kosovo. Son objectif est d'améliorer la communication entre les divers groupes ethniques et de promouvoir l'entente et la tolérance réciproques. www.radiovalarinore.com



Le retour des Tatars



Nick Hannes/Reporters/lat

Pour les Occidentaux qui en ont entendu parler, la Crimée est essentiellement un lieu de villégiature sur la mer Noire. Sur le plan géopolitique, elle joue pourtant un rôle important pour la stabilité de la région. Le retour des Tatars de Crimée, jadis déportés, met à rude épreuve cette république autonome rattachée à l'Ukraine. De Maria Roselli.

La guerre qui a opposé la Russie à la Géorgie en août 2008 a choqué l'opinion mondiale et montré une fois de plus avec quelle rapidité un conflit latent peut se transformer en affrontement armé. Face à cette guerre éclair et à l'annexion de facto de deux provinces géorgiennes par la Russie, l'Occident a fait preuve d'une retenue qui augure mal de la stabilité dans la région. Dès lors, les experts sont très préoccupés par la situation en Crimée. Cette presqu'île, dont

les paysages sont parmi les plus enchanteurs d'Europe de l'Est, est aussi un foyer de conflit. Les qualificatifs pour la désigner vont du « joyau de la couronne » à la « prochaine Bosnie ».

Encore et toujours l'objet de conflits

L'ancien lieu de villégiature des dirigeants soviétiques est aujourd'hui une république autonome au sein de l'Ukraine. La Russie, qui avait annexé en 1783 cet ancien bastion ottoman, cherche

maintenant à renforcer son autorité sur la région. Elle tient surtout à assurer l'avenir de sa flotte de la mer Noire, dont le stationnement à Sébastopol est garanti jusqu'en 2017. Le gouvernement de Kiev a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de proroger ce délai. Aux yeux de certains experts, un tel refus pourrait provoquer l'effondrement de la Crimée. Du point de vue économique, celle-ci est en effet plus mal lotie que la plupart des autres régions ukrainiennes.

Voilà pourquoi tant la Russie que l'Ukraine tentent d'accroître leur influence sur la Crimée et d'instrumentaliser sa population à leur profit. Mais ce ne sont là que les tensions les plus récentes qui aggravent une situation déjà difficile. Au cours de son histoire, la Crimée a été maintes fois colonisée : Grecs, Scythes, Tatars, Turcs et Russes s'y sont succédé au fil des siècles (les uns faisant route vers l'Orient, les autres vers l'Occident) et ont lutté âprement pour s'approprier cette



perle sur les rives de la mer Noire, la marquant de leur culture.

Déportés vers l'Ouzbékistan

En majorité russophone, la population de la Crimée – environ 2 millions d'habitants – compte aujourd'hui 58% de Russes, 24% d'Ukrainiens et 12% de Tatars. Pour les 6% restants, la variété est de mise : Azerbaïdjanais, Géorgiens, Tchèques, Polonais, Arméniens, Bulgares, Grecs et Allemands.

Depuis le démantèlement de l'Union soviétique et l'accession de l'Ukraine à l'indépendance en 1991, le retour de nombreux

émigrés met la capacité d'intégration de la presqu'île à rude épreuve. La plupart d'entre eux sont des Tatars. Ce peuple d'origine turque, qui était installé en Crimée depuis des siècles, a été déporté à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 18 mai 1944, soit quelques jours après le retrait des troupes allemandes de la péninsule, Staline a ordonné de rassembler les 200 000 Tatars de Crimée. Il les accusait, comme d'autres peuples, d'avoir collaboré avec l'Allemagne nazie. Les Tatars ont alors été entassés dans des wagons à bestiaux avec 20 000 Grecs, 20 000 Arméniens

et 17 000 Bulgares, pour être déportés en Asie centrale, principalement en Ouzbékistan. Beaucoup de Tatars sont morts durant ce transfert. Pour ceux qui ont survécu, il est vite devenu évident qu'ils allaient tout mettre en œuvre afin de retourner dans leur patrie. « Dès les années 50, on a vu apparaître un mouvement national très actif parmi les Tatars de Crimée. Leur objectif était d'obtenir une réhabilitation historique et politique, de même que le droit de retourner chez eux », explique Christian Disler, chargé de programme à la DDC.

Rapatriés, mais privés de soutien

Ce n'est qu'en 1967 que le gouvernement soviétique a lavé les Tatars de tout soupçon et décrété que les accusations de collaboration avec les nazis étaient sans fondement. Officiellement, ils avaient désormais le droit de rentrer en Crimée, mais ce retour était semé d'embûches bureaucratiques. Il a fallu attendre 1989 et la *perestroïka* de Gorbatchev pour que Moscou condamne enfin la déportation des habitants de la Crimée et organise leur rapatriement.

Ayant lutté pendant des années pour leurs droits, les Tatars de Crimée ne se sont pas fait prier et sont revenus en masse, comme on pouvait s'y attendre. Quelque 250 000 personnes, pour la plupart des Tatars déportés ou leurs descendants, ont regagné la péninsule sur une période de six ans. Entre 150 000 et 250 000 Tatars vivent encore en exil, mais nombre d'entre eux se préparent aussi à retourner en Crimée. La réintégration de cette population s'est jusqu'ici avérée difficile. Les tensions sont fréquentes entre les Tatars, musulmans sunnites, et les Russes, majoritairement orthodoxes. De plus, la Crimée semble avoir oublié son passé tatar. Après la déportation, le gouvernement soviétique avait



Christian Dieler/DDC



Nick Hannes/Reporters/laif



Christian Dieler/DDC



Promouvoir la stabilité et la paix

La plupart des terres et des maisons ayant appartenu aux Tatars sont aujourd'hui occupées par des Russes ou des Ukrainiens. À leur retour en Crimée, les Tatars ont donc créé plus de 300 villages «sauvages» dans la steppe inhospitalière, où toutes les infrastructures font défaut, y compris un réseau d'eau potable. Pour remédier à cette situation précaire et trouver des solutions à long terme, les Nations Unies ont lancé en 1995 le Programme d'intégration et de développement pour la Crimée (CIDP). Celui-ci vise à soutenir le développement socioéconomique de la presqu'île, notamment en assurant la réintégration des Tatars, afin de consolider la paix et la stabilité. Pendant plusieurs années, ce programme a bénéficié de l'appui technique et financier de la DDC : la coopération suisse a contribué à améliorer durablement l'approvisionnement en eau, avec la participation active de la population rurale multiethnique.

effacé toute trace de cette culture en Crimée : les noms de localités ont été changés ou russifiés ; des mosquées et des monuments ont été détruits.

Sous le régime soviétique, les Tatars ont été contraints de changer deux fois la manière d'écrire leur langue. En 1928, ils ont dû passer de l'alphabet arabe à l'alphabet latin. Dix ans plus tard, Staline leur a imposé l'écriture cyrillique. Il y a quelques années, des étudiants turcs et tatars de l'Université d'Istanbul ont mis au point leur propre alphabet.

Des questions sans réponse

En retournant chez eux, les anciens déportés formulent aussi des revendications politiques. Ils se considèrent comme le peuple autochtone de Crimée. Les

Russes et les Ukrainiens sont, à leurs yeux, des usurpateurs qui devraient retourner dans leur pays d'origine. Cette exigence ne pouvait que les mettre en conflit avec le gouvernement de la Crimée, contrôlé par les Russes. Celui-ci entend rester aussi indépendant que possible de l'Ukraine, afin de défendre ses propres intérêts stratégiques. À plusieurs reprises, des heurts ont déjà opposé la population slave et la minorité tatar. Et il sera difficile d'en éviter de nouveaux tant que l'on n'aura pas apporté de solution aux problèmes économiques et sociaux ainsi qu'à l'épineuse question des terres dont les Tatars ont été spoliés en 1944. ■

(De l'allemand)

Les rendez-vous des cinéphiles romands

(aze) Deux importantes manifestations cinématographiques se préparent en Suisse romande. Le 24^e Festival international de films de Fribourg (FIFF) aura lieu du 13 au 20 mars. Une douzaine de films de fiction et de documentaires sont en compétition. Ils viennent essentiellement d'Amérique latine et d'Asie. À côté de cette sélection officielle, le FIFF proposera plusieurs panoramas, dont l'un sur le cinéma russe contemporain. Un hommage sera rendu à l'œuvre de Kinji Fukasaku, maître du film de genre japonais, et au «cinéma vérité» du Français Jean Rouch. Le festival Visions du Réel ouvre ses portes un mois plus tard à Nyon. L'évolution sociale, la croissance économique, les échanges équilibrés entre continents et pays, la justice pour tous ou encore le développement durable sont autant de valeurs qui fondent le cinéma du réel. Ce festival est une façon passionnante de découvrir la vie telle qu'elle est vraiment vécue, ici et ailleurs.

Festival international de films de Fribourg, du 13 au 20 mars, www.fiff.ch; Visions du Réel, du 15 au 21 avril, www.visionsdureel.ch

Un combat désespéré contre les marées

Le dernier film du réalisateur cambodgien Rithy Panh est l'adaptation du roman de Marguerite Duras *Un barrage contre le Pacifique*, d'inspiration autobiographique. L'histoire se passe dans le Golfe de Siam, au



début des années 30. Une veuve française (Isabelle Huppert) survit tant bien que mal avec ses deux enfants, Joseph et Suzanne, dans une propriété située au bord de l'océan Pacifique. Cette mère possessive mène un combat solitaire contre les bureaucrates corrompus de l'administration coloniale, qui l'ont escroquée en lui vendant des terres régulièrement inondées, donc incultivables. Elle investit toute son énergie et ses dernières économies dans un projet fou : construire un barrage contre la mer, avec l'aide des paysans du village, pour protéger ses rizières. Ruinée et obsédée par son entreprise, elle laisse à ses enfants une liberté quasi totale. C'est alors que Monsieur Jo, fils d'un riche homme d'affaires chinois, tombe sous le charme de Suzanne. La famille va tenter d'en tirer profit.

Rithy Panh : « Un barrage contre le Pacifique », film en v.o. khmer/français, sous-titres français-allemand, 115 minutes ; le DVD est paru aux éditions trigon-film, www.trigon-film.org

Marrakech asséchée par ses touristes

(dg) Le film *L'or bleu* est consacré d'une part à l'eau, ressource indispensable à la vie, d'autre part au phénomène de la marchandisation et de la privatisation. Le réalisateur belge Damien de Pierpont y décrit cette problématique à travers l'exemple du Maroc qui connaît de sérieuses difficultés hydriques. La ville de Marrakech, dans le sud du pays, reçoit chaque année 2 millions de touristes qui consomment cinq fois plus d'eau que la population locale. Il en résulte une commercialisation croissante de cette denrée qui se raréfie. Marrakech a décidé de privatiser le secteur de l'eau. Le film compare cette approche avec celle de la France.



Ce pays a connu une gestion privée de l'eau depuis le 19^e siècle, mais aujourd'hui, il tend à revenir vers une étatisation. Ce film instructif est rendu vivant par les contrastes qu'il présente. Il souligne la nécessité de considérer l'eau comme un bien public et critique les tendances à la privatisation, qui se manifestent partout dans le monde.

Damien de Pierpont : « L'or bleu », film documentaire, Belgique/Maroc 2007, dès 14 ans. Disponible en version courte (37 minutes) avec trois autres films sur le DVD « L'eau » ; informations : service Films pour un seul monde, 031 398 20 88, www.filmmeinewelt.ch

Musique

Le blues des hommes bleus

(er) À la fin des années 70, des musiciens touaregs ont échoué dans des camps de réfugiés en Algérie, non loin de la frontière malienne. Ils ont constitué un groupe informel, nommé Tinariwen (« désert » en langue tamashek) et créé un style musical qui reste unique en son genre, mélange de blues et de musique traditionnelle touarègue. Cette année, le groupe a sorti son quatrième album, enregistré dans un village du désert malien. La pulsation magique de



service

riffs de guitare bruts et répétitifs crée un groove hypnotique. Elle est soulignée par les motifs secs et métalliques des guitares rythmiques. Des voix d'hommes, basses et un peu rugueuses, se mêlent à celles des femmes, plus claires, qui se lancent parfois dans des trilles. Tinariwen chante la rébellion passée, la lutte et l'exil, la nostalgie, la beauté du désert et la solitude, les déboires et les espoirs de l'existence touarègue. La cadence soutenue des tambours et l'impulsion donnée par les battements de mains contribuent à l'effet hypnotique. Ces chansons chargées de mélancolie ont vite grimpé au sommet des hit-parades des musiques du monde. *Tinariwen : « Imidiwan : Companions »* (Indépendiente/Musikvertrieb)

L'ambassadrice des Saamis

(er) Sa voix est parfois rauque, parfois chaude et douce, vive et chatoyante. Elle plonge dans les profondeurs, puis s'élève à nouveau, telle l'hirondelle de mer qui vole vers le soleil de minuit. C'est cet oiseau migrateur, nommé *sterna paradisaea* en latin, que chante Mari Boine dans le morceau-titre de son neuvième album. L'artiste norvégienne, âgée de 53 ans, s'y exprime dans la langue de son peuple, les Saamis ou Lapons. Pour la chanson intitulée « Conversation With God », elle a invité la chanteuse sud-africaine Madosini et les Abaqondisi Brothers, une formation a cappella de douze chanteurs issue des townships du Cap. Le timbre xhosa confère encore davantage d'intensité extatique à son jeu d'ombres et de lumières. Le cosmos musical de Mari Boine, ce sont aussi des envolées élégiaques de trompette, des guitares mélodieuses, de subtiles lignes de basse et des percussions tout en légèreté. Ses instrumentistes

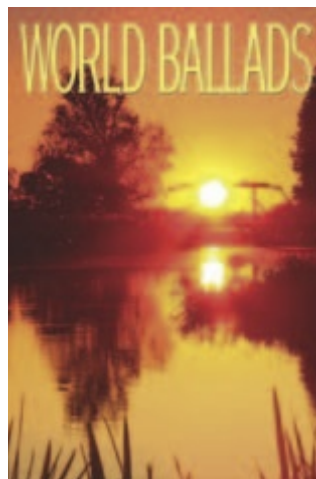


virtuoses recourent à des éléments de folk, de smooth jazz, de trip hop, de dub et de pop pour obtenir une respiration sphérique et intense.

Mari Boine : « Cuovgga áirras/Sterna Paradisea » (Emarcy Records/Universal Music)

Voyage vers des oasis musicales

(er) Les trois CD du coffret *Emociones*, sorti pour les 25 ans de Network Medien, avaient enthousiasmé beaucoup de mélomanes. Cinq ans plus tard, le patron du label et globe-trotter musical Christian Scholze les convie une nouvelle fois à un passionnant voyage sonore, accompagné d'un livret instructif et richement illustré. Sous le titre *World Ballads*, il propose 29 morceaux tous plus fascinants les uns que les autres, joués par 23 musiciens et ensembles connus ou à découvrir. Cette anthologie est une sorte d'état des lieux tranquille et méditatif. On y entend la Macédonienne Esmá Redzepova, considérée comme



la reine de la musique tzigane, le Sénégalais Youssou N'Dour, le virtuose arménien de la flûte Djivan Gasparyan, la chanteuse argentine Adriana Varela avec le légendaire Sexteto Mayor, le clarinetiste Giora Feidman et les sonorités mélancoliques de sa musique klezmer, ou encore le merveilleux chant cristallin de la soprano éthiopienne Gigi. Autant de voix humaines ou instrumentales aussi magiques qu'émouvantes, qui donnent les pleins pouvoirs à l'imagination et au rêve.

Divers artistes : « World Ballads », double album en coffret haut format (Network/Musikvertrieb)

L'état des ressources naturelles en Afrique

(bf) L'empreinte écologique (*ecological footprint*) désigne un outil qui permet de mesurer la pression exercée par l'humanité sur les ressources naturelles. Elle fournit en quelque sorte un « extrait de compte » de la nature. Ce concept aide les entreprises, les villes ou même les pays à visualiser leur écobilan, en leur procurant les informations nécessaires pour assurer une gestion durable des ressources disponibles. Créé en 2003, le Global Footprint Network a pour but d'instaurer un régime durable dans lequel tous les êtres humains peuvent prospérer en respectant les limites écologiques de la planète. Ce réseau mondial publie régulièrement de nouvelles données sur son site Internet. Il a réuni les plus récentes dans l'ouvrage *Africa Factbook 2009*. On y trouve de précieuses informations de base, des faits surprenants, des tableaux et des comparaisons utiles. www.footprintnetwork.org

La richesse d'une société métissée

(jls) La population suisse compte 22% d'étrangers. C'est à ces per-

sonnes venues des quatre coins du monde que s'intéresse le magazine multiculturel « Carrefours ». Diffusé par neuf télévisions locales romandes, il met en valeur l'apport des migrants à la société helvétique et explore leurs réalités quotidiennes. Il fournit de nombreuses informations pratiques qui aident les étrangers à accéder aux institutions ou à mieux comprendre la vie en Suisse. Chaque émission est consacrée à une thématique différente. Depuis son lancement en juin 2008, « Carrefours » a traité entre autres les sujets suivants : l'image des migrants dans les médias, le droit du travail, la vie associative, le choix de la formation professionnelle, l'apprentissage de la langue, le travail indépendant et l'égalité des salaires. Ce magazine est une production de l'association A la vista!, fondée par la réalisatrice Patricia Anakwe, le vidéaste Laurent Bersier et la journaliste Violeta Ferrer. Toutes les émissions peuvent être visionnées sur le site Internet de l'association.

www.alavistatv.net

Dans les bidonvilles de Manille

(bf) L'album de photos *Case Study Homes* est en fait un carnet de croquis. Dans le cadre d'un projet réalisé début 2008, Peter Bialobrzeski a photographié des structures urbaines dans un bidonville de Manille situé sur la plage, entre deux terminaux à conteneurs. Quand le



Livres

photographe de Hambourg a réexaminé ce matériel six mois plus tard, la banque Lehman Brothers était en train de s'effondrer et les médias, saisis d'une véritable paranoïa, annonçaient la deuxième grande crise de l'économie mondiale. Son reportage a pris alors brusquement une dimension supplémentaire: ces abris de travailleurs migrants, construits avec des matériaux rejetés par la civilisation moderne, témoignent à la fois d'une volonté de survie, d'une grande créativité et du besoin de se créer son propre foyer. Peter Bialobrzeski a su photographier ces misérables cabanes de telle sorte qu'il en émane une vraie dignité.

Peter Bialobrzeski: «Case Study Homes», éditions Hatje Cantz, 2009

Rêves d'or noir

(bf) L'industrie pétrolière est l'une des plus lucratives qui soient. Le nouvel oléoduc reliant la mer Caspienne à la Méditerranée promet au monde occidental un accès direct aux



réserves situées au-delà du Caucase. Mais pour les populations d'Azerbaïdjan, de Géorgie et de Turquie, reliées par ce tube long de 1700 kilomètres, il s'agit surtout d'un monstre qui enrichit une élite et porte malheur au plus grand nombre. La photographe Rena Effendi, née en 1977 à Bakou (Azerbaïdjan), a parcouru durant six ans les pays traversés par cet oléoduc. Elle est allée à la rencontre des habitants dans leur environnement quotidien. Ses clichés en noir et blanc, austères et directs, révèlent de manière impitoyable le fossé entre la vie de ces gens et le monde de ceux qui vont utiliser ou commercialiser le pétrole. Rena Effendi les a réunis dans un ouvrage courageux et sincère qui montre la vie actuelle de familles que ce projet pharaonique a privées de leurs moyens d'existence.

Rena Effendi: «Pipe Dreams – A chronicle of lives along the pipeline», Schilt Publishing, 2009; «Pipe Dreams – Eine Chronik des Lebens entlang der Pipeline», Benteli Verlag, 2009

La Décennie des Roms

(bf) La Décennie 2005-2015 pour l'intégration des Roms se réalise dans neuf pays d'Europe centrale et orientale: Bulgarie, Croatie, Hongrie, Macédoine, Monténégro, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Tchéquie. Les gouvernements de ces pays se sont engagés à intensifier leurs efforts



en vue d'éliminer la discrimination à l'égard de la plus grande minorité ethnique d'Europe. C'est dans ce contexte que la DDC vient de publier *Roma Realities*, en collaboration avec la Banque mondiale. Cet ouvrage présente un bilan provisoire ainsi qu'une quantité de photos originales et extrêmement vivantes sur la situation des Roms en Europe du Sud-Est. Il évoque aussi bien les approches positives que les défis encore à relever en matière d'intégration des Roms. Cela donne une sorte de dialogue entre les images du photographe suisse Yves Leresche, des experts et les populations concernées. Le livre est une contribution au débat sur la Décennie des Roms. Il s'adresse à toutes les personnes ou institutions qui se préoccupent d'améliorer la situation de cette ethnie, en particulier les responsables politiques, les journalistes,

les activistes roms et les autres leaders d'opinion dans les pays participant à la décennie.

«*Roma Realities – Decade 2005 – 2015*» (en anglais uniquement) peut être commandé par courrier électronique, au prix de 20 francs, à info@eda.admin.ch. Un nombre limité d'exemplaires contiennent un DVD avec les séries de diapositives «*Focus on Education*» et «*General Situation*», qui peuvent servir à animer des séminaires et des ateliers.

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53/ 35 80; fax 031 324 90 47/48; courriel: info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,
Sabina Mächler

Rédaction:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression:

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,
Courriel: info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 52 000

Couverture: corvée d'eau dans le bidonville de Kroo Bay, à Freetown (Liberia); Audrey Wade, Panos/Strates

ISSN 1661-1675



Chris Stowers/Paros

Dans le prochain numéro :

Quels sont les points forts de la Suisse dans la coopération au développement ? Dans quelle mesure peut-elle apporter une valeur ajoutée par rapport à d'autres pays donateurs ? Notre dossier consacré à la « suissitude » donnera la parole à des acteurs suisses, mais également à des voix du Sud et de l'Est.